



PROVINCE DES ILES LOYAUTES

PROJET HUILERIE D'OUVEA

COMPTE-RENDU DE LA REUNION

DU 20 JUIN 1991 A LA CPS

Commission du Pacific Sud Nouméa

**Mission Technologie Rurale
Nouméa, le 24 juin 1991**

Dolacinski B.

REUNION HUILERIE D'OUVEA DU 20 JUIN 1991

ORDRE DU JOUR

1. Etat d'avancement du projet d'huilerie à Ouvéa
 - Organisation de la production
 - Augmentation de la production
 - Réalisation des fours à air chaud (Fayaoué, Mouly)
 - Structure juridique envisagée
 - Société coopérative (statut 61 ou statut 91)
2. Etat d'avancement de la liquidation de la S.C.T.O.
 - Rachat des parts sociales par le Territoire
 - Les repreneurs ?
 - Devenir du personnel
 - Etat actuel des négociations
 - Lieu d'implantation
3. Assurances demandées par la Province Iles pour l'écoulement de l'huile et l'activité savonnerie
 - Stockage du coprah pendant la période de transition
 - Ecoulement de l'huile
 - Protection du marché de savon
 - Alternative possible
4. Modalités de participation de la Province Iles dans l'activité savonnerie (coopérative d'Ouvéa, SODIL, Création d'une SAEM)

PROJET HUILERIE D'OUVEA

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU 20 JUIN 1991

CPS - NOUMEA

PARTICIPANTS

- * **PROVINCE ILES**
Assemblée de Province, M. Ouckewen
Cabinet du Président, Mme Deteix
Secrétariat Général, M. Razavet, M. Hnepeune
Antenne d'Ouvéa, M. Waneux, M. Wanakahme
Services administratifs, M. Donskoff, M. Burrus, M. Sastourne
Mission Technologie Rurale, M. Dolacinski
- * **MUNICIPALITE D'OUVEA**
Monsieur le Maire : M. Alosio
Adjoints au Maire, M. Ouabine, M. Wanakahme, M. Adouahnyiope
Conseillers, M. Gnipate, M. Waisselote
Office municipal de développement : M. Kapoeri
Secrétaire, M. Wea
- * **CONGRES**
L'attaché de groupe : Madame Gicquel; pour le Président du Congrès
- * **ETAT et TERRITOIRE**
Directeur de la DAF : M. Cornière
Etablissement de régulation des prix agricoles (ERPA) : M. Talem
- * **CONSEIL CONSULTATIF COUTUMIER**
M. Bazit, Grand Chef du district de St Joseph
- * **ADRAF**
M. Berrogain
- * **SCTO**
M. Cherrier et M. Cuvillier

COMPTE RENDU

M. Albert OUCKEWEN, Président de séance, ouvre la réunion, remercie les participants et présente l'ordre du jour.

M. Razavet situe la réunion dans le contexte général du développement de l'île d'Ouvéa, et invite les participants à expliquer le bilan des activités entreprises et leurs perspectives à court et moyen terme.

M. Dolacinski (CIRAD-CEEMAT), de la mission technologie rurale de la Province Iles, fait un bilan de la production de coprah de l'île d'Ouvéa des trois dernières années, et souligne les progrès réalisés au cours du premier semestre 1991. L'augmentation de la production du coprah est tout-à-fait significative, et permet de conclure que la reprise des activités est en cours. Cette reprise sera confirmée lorsque les deux autres fours à air chaud entreront en activité. Il faut cependant que cette reprise soit maîtrisée et ne se fasse pas au détriment de la qualité, car on constate actuellement que celle-ci baisse conjointement à l'augmentation de production. Il est souhaitable que la production monte progressivement en même temps que seront formés les utilisateurs des fours. Cette formation qui repose sur l'entraînement à exercer une séquence aux gestes et de contrôle, demande un certain temps.

Le potentiel maximum de séchage d'un four est de 200 tonnes de coprah par an. On peut donc conclure qu'avec la présence minimum de trois fours à air chaud sur l'île d'Ouvéa le séchage ne représentera en aucun cas un facteur limitant la production.

M. Berrogain précise à ce sujet que les fours de Fayaoué et de Mouly seront construits au 31 juillet 1991, et équipés de matériel roulant. L'ADRAF participe à la création des structures d'encadrement et d'exploitation (GIE) de ces deux tribus.

M. Dolacinski est invité à présenter le résultat de ses démarches concernant la structure juridique à adopter pour l'huilerie : les statuts de GIE et de GDPL ne semblent pas à première vue convenir pour encadrer et régler les activités de production de type communautaire, telles qu'elles sont envisagées par les producteurs d'Ouvéa. Le statut de coopérative tel que le prévoit la loi du 3 janvier 1991 semble approprié, et sera proposé à l'examen des producteurs et des autorités d'Ouvéa. Les statuts types seront joints en annexe au présent compte rendu de réunion, étant bien entendu qu'ils peuvent être modifiés et adaptés aux besoins particuliers de la situation d'Ouvéa. Ces statuts prévoient que les **associés coopérateurs** (c'est-à-dire les producteurs de coprah) doivent en permanence détenir plus de la moitié du capital de la coopérative agricole. Le capital détenu par les établissements de crédit et leur filiales spécialisés de participation ne peut excéder 20% du capital social. D'autre part, des structures telles que l'Office municipal de développement peuvent être **associés non coopérateurs**, jusqu'à concurrence de 30% du capital social.

L'intervention, à un moment souhaitée, de l'ICAP ne semble pas pouvoir, après premier contact, être retenue car elle s'apparente à une intervention bancaire (portage de parts sociales avec promesse de rachat), alors que l'intervention souhaitable est plus de type coopératif et développement. Il est souhaitable d'étendre la possibilité de participation de la SODIL à ce montage.

M. Cornière précise que les statuts types sont en cours d'examen au Conseil économique et social. Le souhait du Ministère des DOM-TOM est d'avancer rapidement pour présenter le texte définitif après avis du Congrès à l'Assemblée Nationale avant fin 1991. Le choix de ces textes de 1991 est donc justifié, et le représentant du Territoire cite pour exemple une coopérative d'approvisionnement qui fonctionne à Nouméa depuis plus d'un an sur la base de ces statuts. Cette coopérative n'a pas reçu de refus d'agrément de la part du Territoire selon les textes territoriaux de 1961 traitant du statut des coopératives.

Etat d'avancement de la liquidation de la SCTO

M. Cornière précise que le Territoire a prévu dans son budget le rachat des parts sociales privées de la SCTO en 1991 et remercie M. Cherrier pour sa collaboration dans la recherche des actionnaires privés. Tous se sont acquittés d'une promesse de vente et les commissions ad hoc du Congrès ont donné un avis favorable. Les démarches du Congrès aboutiront en juillet 1991, la Commission des Finances s'étant prononcée favorablement ces derniers jours.

Le Territoire devenant actionnaire unique sera dans l'obligation de liquider juridiquement la société dans un délai d'un an (c'est la structure juridique qui est liquidée, et non point l'entreprise en temps qu'outil de production). Ce distinguo signifie que le fonctionnement de la SCTO sera maintenu, en tout état de cause, jusqu'à ce que l'huilerie d'Ouvéa soit en mesure de prendre le relais, sans excéder juillet 1992.

Actuellement l'équilibre financier paraît difficile à atteindre pour l'activité huile raffinée ménagère, par contre l'activité savonnerie fournit 80% du marché local sans protection particulière et équilibre ses comptes avec une huile à 106.000 francs la tonne. (Source : comptabilité SCTO).

Le représentant de l'Etat et du Territoire propose aux partenaires du projet deux scénari à moyen terme :

1. Transfert de la savonnerie à Ouvéa
2. Re-installation de la savonnerie sur la Grande-Terre :
 - a) dans la même structure que l'huilerie
 - b) dans une structure privée
 - c) dans une association coopérative
huilerie d'Ouvéa + partenaires privés

Il est attiré l'attention des participants sur l'importance à accorder aux circuits de distribution des produits. Le transfert de la savonnerie sur Ouvéa nécessitera le transport de produits dangereux (soude caustique, emballages) et ne sera pas viable économiquement. Une réinstallation sur Nouméa de la savonnerie semble préférable, dans la mesure où la production doit être proche des canaux commerciaux de distribution.

Concernant le personnel de la SCTO, il est attendu deux départs à la retraite et se posent donc soit des problèmes de reclassement, soit des problèmes de licenciements.

Pour M. Cuvillier, la SCTO conservera un stock de trois mois de consommation de savon pour permettre le démarrage de l'huilerie dont la production annuelle est de l'ordre de 320 tonnes.

Pour M. Cherrier, les activités huile et savon sont complémentaires. Une savonnerie à Ouvéa serait anti-économique et M. Cherrier rappelle le sort de la savonnerie de Ouaco qui ne pouvait pas couvrir ses charges, notamment de transport, pour alimenter Nouméa, et insiste sur les risques liés à la manipulation de produits tels que la soude caustique. Il signale en outre l'existence d'un stock de 3000 tonnes d'huile de coco à Vanuatu dont personne n'est preneur, eu égard aux coûts du fret.

M. Cornière précise que pour la savonnerie une structure juridique doit être trouvée pour permettre de continuer l'activité, en exploitant la savonnerie du Territoire, jusqu'à ce qu'une nouvelle structure industrielle soit mise en place, avec ses locaux propres et son montage juridique et financier. La SCTO doit "mourrir pour renaître".

Des contacts sont en cours avec deux compagnies privées (Ballande et Cellocal), mais il est précisé qu'aucun projet industriel et de rentabilité n'a été proposé à ce jour. La comptabilité matière de la SCTO permet d'apporter un certain nombre d'éléments, mais il reste qu'une étude de marché est nécessaire avant tout engagement d'un repreneur.

M. Kapoéri demande si le stock disponible de savon est suffisant pour attendre la mise en place de la nouvelle structure d'exploitation.

M. Cornière répond que le délai sera de 1 an à compter de juillet 1991, date de la reprise des parts privées par le Territoire. La structure "huilerie" pourrait très bien se voir confier la gestion de la savonnerie et monter sa propre structure d'exploitation avec ou sans partenariat privé.

Assurances demandées par la Province pour l'écoulement des produits

M. Waneux regrette qu'il n'y ait pas eu dévolution de la SCTO lors du transfert de compétences aux Provinces.

M. Cornière lui répond que c'est ce à quoi est en train de procéder le Territoire. Lorsque le Territoire sera propriétaire de la totalité des parts sociales l'hypothèse du transfert de la propriété des matériels et machines à la Province ou à tout autre partenaire est envisageable.

Tous les participants sont conscients des conséquences dangereuses d'une rupture des approvisionnements sur le marché local du savon. M. Cornière indique que le régime des importations sur le Territoire est de la compétence de l'Etat et qu'en conséquence le marché du savon peut être protégé. Après l'intervention d'un participant, M. Cornière s'engage à ce qu'une confirmation concernant ce point particulier soit rédigée par l'exécutif du Territoire.

M. Razavet pense que la question à se poser est la suivante : "les gens d'Ouvéa veulent-ils reprendre l'intégralité de la filière ou bien veulent-ils se limiter à la gestion de l'huilerie et s'associer à un privé pour gérer la savonnerie ?"

M. Kapoéri demande quelle est la pertinence du projet huilerie sans projet savonnerie.

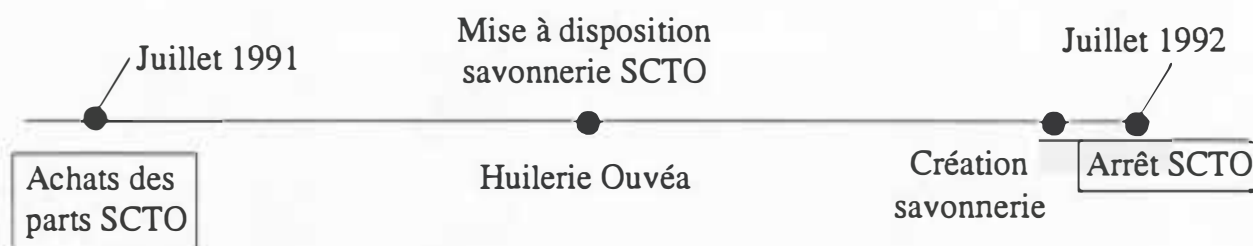
M. Razavet répond que les deux sont indissociables. M. Wanakahmé estime que 6 mois seront nécessaires pour discuter de l'ensemble du problème.

M. Alosio rappelle que le Conseil Municipal d'Ouvéa a délibéré pour choisir le type d'unité d'huilerie et le lieu d'implantation (Wadrilla), et que des négociations sont en cours avec les propriétaires fonciers.

M. Cornière attend le procès-verbal de palabre garantissant l'assise foncière pour faire procéder à la commande de l'huilerie.

M. Waneux pense qu'il faut maintenir en activité la SCTO jusqu'à la mise en place d'une nouvelle structure, ce à quoi M. Cornière rétorque : "Nous en étions là il y a deux ans et la solution du problème n'a pas avancé!"

M. Razavet estime cependant que le projet a bien avancé, et propose un calendrier des actions à entreprendre :



Séquence des opérations :

- | | |
|-----|--|
| N 0 | Délibération communale |
| N 1 | PV de palabre de mise à disposition du terrain |
| N 2 | Commande de l'huilerie (ERPA) |
| N 3 | Création de la coopérative huilerie Ouvéa |
| N 4 | Construction/mise en place de l'huilerie Ouvéa |
| N 5 | Constitution de la structure savonnerie : <ul style="list-style-type: none"> . choix du projet industriel . distribution . financement . chantier . ouverture |
| N 6 | Arrêt de la SCTO |

Ce schéma de M. Razavet retient l'attention des participants car il explicite les contraintes et annonce les actions à entreprendre parallèlement.

M. Cuvillier intervient pour demander si une relance de la production de tournesol est envisageable. Il lui est répondu que cela est au stade de l'étude mais que les surfaces actuellement emblavées laissent peu d'espoir.

Les prix

M. Dolacinski précise que le coût économique de la tonne d'huile, à partir d'un coprah sec acheté à 72.000 francs la tonne, et produite à Ouvéa par l'unité en container, est de 250.000 francs (compte d'exploitation général prévisionnel joint en annexe au présent rapport). Il est précisé que le cours mondial de l'huile brute varie de 20.000 à 31.000 francs la tonne quai Nouméa. Le coprah du Vanuatu revient à 55.854 francs la tonne, rendu également quai Nouméa. Le coût de revient de l'huile d'Ouvéa est très supérieur aux estimations de l'ERPA, qui en prend acte mais souhaite une séance de travail afin d'homogénéiser avec la Province ses bases de calcul.

M. Talem décompose le prix du coprah payé au producteur :

— Coprah ordinaire : (logé quai Wadria)	42.000 francs la tonne
— Prime coprah supérieur :	20.000 francs la tonne
— Prime four à air chaud :	10.000 francs la tonne

72.000 francs versés au producteur

Décomposition de l'intervention ERPA :

— logé quai Nouméa :	47.568 francs la tonne
— Prix local SCTO :	54.000 }
Stabilisation réalisée par ERPA pour SCTO :	44.000 }
Prix de revient coprah SCTO	<hr/> 10.000 francs la tonne

Coût total de l'intervention ERPA : 44.000 francs à la SCTO
20.000 francs Prime coprah supérieur
10.000 francs Prime four à air chaud

74.000 francs la tonne

Il conclut que l'ERPA intervient jusqu'à concurrence de 74.000 francs par tonne de coprah, et que le producteur perçoit 72.000 francs la tonne.

M. Cornière interroge la Province sur sa participation à l'opération, précisant que l'ERPA achète l'unité huilerie en container et la met en location ou à disposition; ou alors une prise de participation en capital à la hauteur de cet apport est envisageable. La Province dans le cadre de son code de développement et par l'intermédiaire de la SODIL participera à la mise en oeuvre de cette opération. Il est convenu de proposer une stabilisation au niveau du prix de l'huile produite plutôt que la stabilisation actuelle qui s'exerce sur le coprah en plus d'une subvention à l'huilerie SCTO. M. Cornière s'engage sur le dépôt d'un projet de stabilisation de la filière au Conseil d'administration de l'ERPA. Une réunion technique aura lieu entre les services compétents de la Province et de l'ERPA.

L'ordre du jour étant épuisé, M. Ouckewen fait une synthèse de la réunion, remercie les participants, et propose la tenue d'une prochaine réunion dans la première quinzaine d'août.

ANNEXES

LISTE DES ANNEXES

- **Note sur le fonctionnement de l'huilerie en container d'Ouvéa**
- **Note de présentation sur l'huilerie en container**
- **Compte d'exploitation général prévisionnel de l'huilerie**
- **Bilan des activités de la SCTO**
- **Note technique sur le four à coprah à air chaud**
- **Note de l'ERPA sur la filière cocotier sur Ouvéa**
- **Statuts types de coopérative agricole (loi de 1991)**

NOTE SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'HUILERIE "MECANIQUE MODERNE" D'OUVEA

Capacité nominale de l'huilerie : 350 kg/heure de coprah sec

L'huilerie doit fonctionner en continu : 24h/24h

Tout arrêt prolongé nécessite un nettoyage complet et une période de préchauffage préalable à la remise en route, constituant la période critique de synchronisation des machines.

Pour un **objectif intermédiaire de 200 tonnes de coprah séchées par an**, on obtient :

$$* \quad \frac{200\,000 \text{ kgs}}{350 \text{ kg/h}} \times \text{coef/Rdt } 0,6 = 952 \text{ heures de travail effectif}$$

* des cycles de 3 jours en continu par semaine sont prévus, soit 72 heures

$$\frac{952 \text{ h}}{72 \text{ h}} = 14 \text{ cycles par an}$$

* quantité de coprah stocké nécessaire pour débiter un cycle :

$$350 \text{ kg h} \times 0,6 (\text{Rdt}) \times 72 \text{ heures} = \underline{\underline{15\,120 \text{ kgs de coprah}}} \text{ (250 sacs de 60 kgs)}$$

ce qui donnera $15\,120 \text{ kgs} \times 67\% = 10 \text{ tonnes d'huile}$ et 5 tonnes de tourteaux

En éliminant 10 semaines par an pour les cyclones, dépressions, évènements religieux et coutumiers importants, entretien et pannes, il reste 42 semaines pour 14 cycles de production, soit 1 cycle toutes les 3 semaines, soit 15 tonnes de coprah sec à fournir à l'huilerie toutes les 3 semaines : compte tenu de la progression de la tribu de Gossanah et de la mise en route des fours de Fayaoué et de Mouly, **cet objectif doit pouvoir être réalisé avant décembre 1991.**

Ce calendrier présuppose, pour traiter le coprah fourni, le maintien en activité de la SCTO jusqu'en décembre 1991, date du démarrage de l'huilerie d'Ouvéa.

* Production coprah Ouvéa 1er semestre 1991 :

Janvier	1.159 kg
Février	2.244 kg
Avril	1.437 kg
Mai	5.513 kg
Juin	10.000 kg (4.745 kg expédiés le 7 juin)

Total 1er semestre = 20.000 kg
(5.517 kg produits 1er semestre 1990, soit 400% d'augmentation)

* A noter que la progression actuelle des apports de coprah doit être maîtrisée, notamment au niveau du séchage qui, réalisé trop rapidement, ne permettra pas un stockage de longue durée du produit, stockage rendu nécessaire par un arrêt éventuel de l'activité huilerie de la SCTO avant la mise en route de l'huilerie d'Ouvéa.



LA MECANIQUE MODERNE

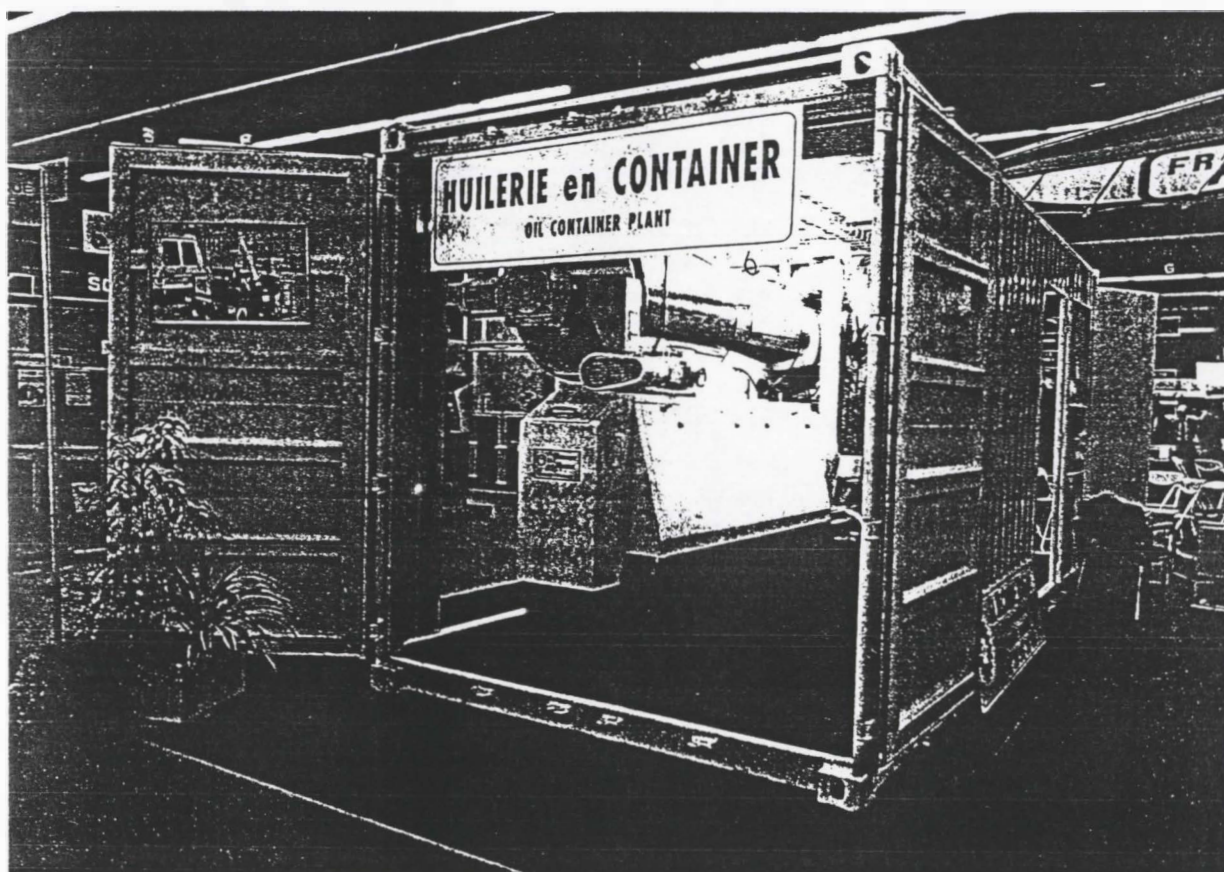
31, RUE SAINT-MICHEL
BOITE POSTALE 103
62002 ARRAS-CEDEX (FRANCE)
TELEPHONE 21.55.36.00
TELEX 160890 F
FAX 21.24.04.34

L'HUILERIE EN CONTAINER

CONTAINERIZED OIL REFINERIES

CONTAINER-ÖLANLAGE

ACEITERIA EN CONTENEDOR



Capacité 350/400 Kg/h

Cette unité s'adresse à des exploitants désireux de produire une huile de bonne qualité dans des zones de faible production ou mal desservies.

L'HUILERIE EN CONTAINER peut être installée dans n'importe quel lieu, même là où les infrastructures sont inexistantes. Aucun génie civil n'est nécessaire

This unit is addressed to operators wishing to produce high grade oil in areas where production is low or which are badly served.

CONTAINERIZED OIL REFINERIES can be set up anywhere. Even in places devoid of all infrastructures. No civil engineering is needed

Diese Anlage eignet sich für Betriebsunternehmen, die öl guter Qualität in zonen geringer produktion oder mit unzureichender versorgung herstellen möchten.

Die CONTAINER-ÖLANLAGE lässt sich überall aufbauen, selbst dort, wo es keine Infrastrukturen gibt. Es sind keine Bauarbeiten erforderlich

Esta unidad está dirigida a los industriales que deseen producir un aceite de buena calidad en zonas de baja producción o mal comunicadas.

La aceiteria en contenedor se puede instalar en cualquier sitio, incluso en lugares sin infraestructuras. No requiere ningun tipo de ingeniería.



**LA MECANIQUE
MODERNE**

31 rue St Michel 62000 ARRAS

TEL : (00.33) 21.55.36.00

FAX : (00.33) 21.24.04.34

TELEX : MECAMO 160890F

HUILERIE EN CONTAINER

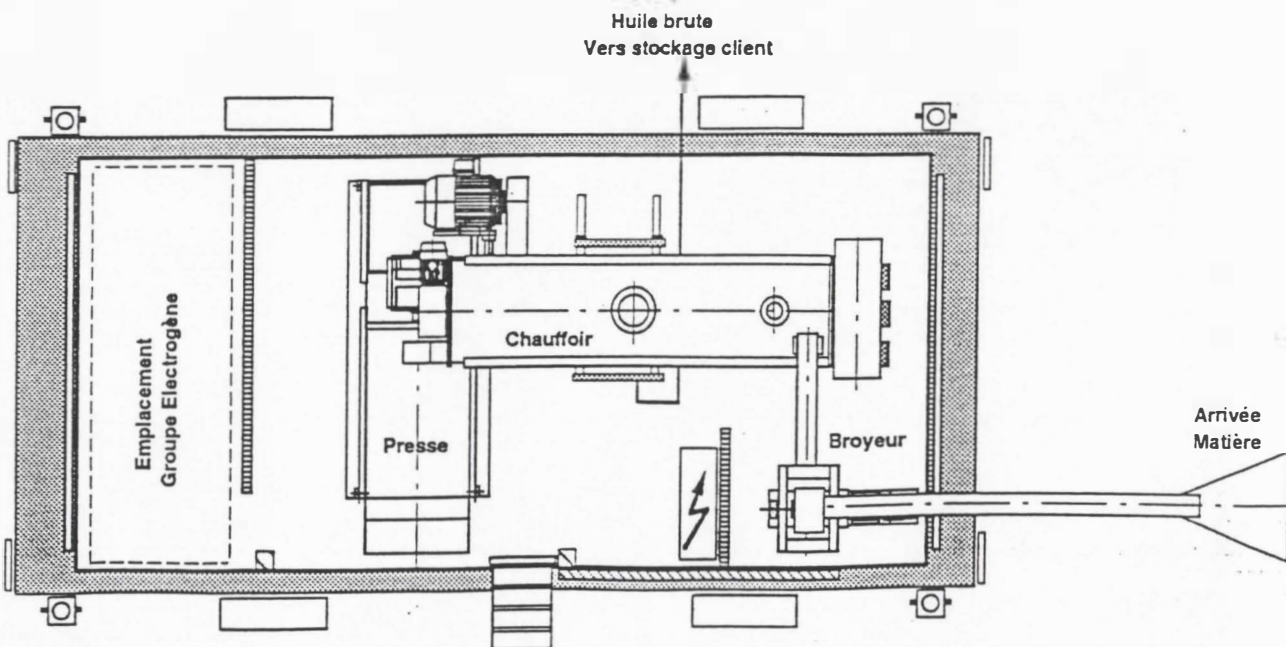
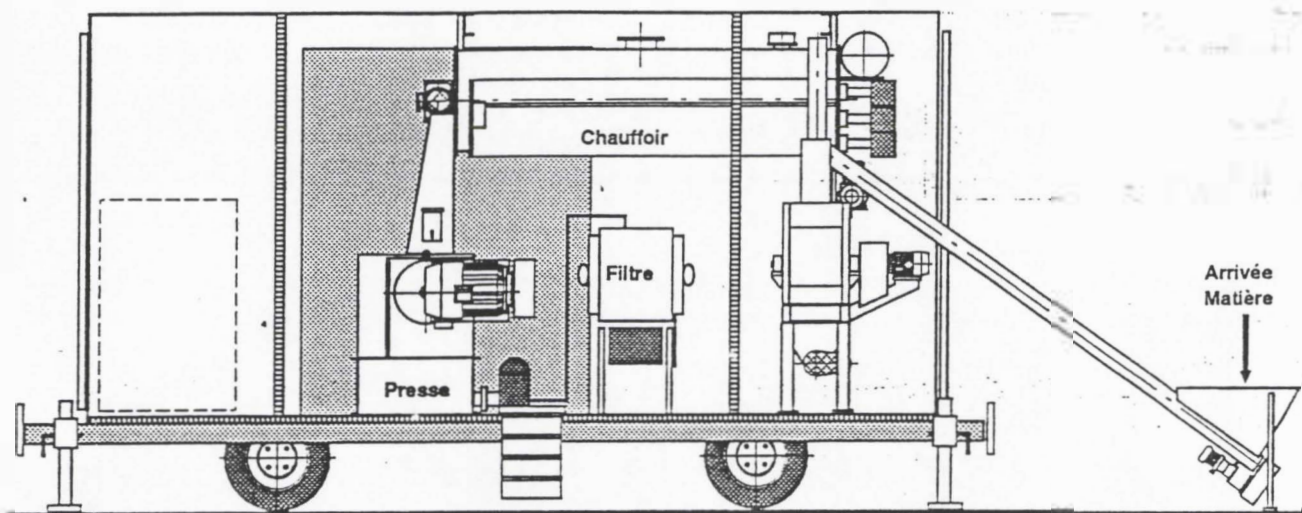
PL 16573

BED 12

DW04 - W0090

02 90 - JP V

CONTAINER DE 20 PIEDS



DESCRIPTION

L'**HUILERIE EN CONTAINER MOBILE** est une unité de traitement entièrement montée dans un container et dans lequel sont rassemblées les machines de transformation indispensables pour l'extraction mécanique d'huile de différents produits oléagineux.

L'ensemble peut-être vendu monté si le container est mis sur remorque.

L'**HUILERIE EN CONTAINER MOBILE** est un ensemble " PRETE A L'EMPLOI".

L'intérêt d'un tel équipement est sa rapidité de mise en service sur son site d'exploitation.

En effet tous les éléments le constituant sont montés, reliés entre eux , branchés électriquement et raccordés à une armoire électrique regroupant tous les contacteurs de démarrage et de contrôle des moteurs ainsi que les sécurités nécessaires à son bon fonctionnement , aussi une fois arrivée sur son site d'exploitation, l'unité peut démarrer.

D'autre part, la cuisson est obtenue par chauffage électrique ce qui dispense des besoins en vapeur ainsi que de l'eau et des traitements nécessaires.

L'électricité étant nécessaire pour le fonctionnement de l'unité, il est possible d'y adjoindre un groupe électrogène de la puissance requise (fonction des équipements internes) environ 55 KVA.

L'**HUILERIE EN CONTAINER MOBILE** est , comme en huilerie industrielle, équipée:

- D'un poste de broyage
- D'un poste de cuisson
- D'un poste d'extraction d'huile par presse
- D'un poste de filtration

Chacun des postes ci-dessus est relié avec celui qui l'alimente soit par canalisation avec pompe transfert ou par manutention à vis classique afin d'éviter les manipulations intermédiaires .

De manière à permettre un fonctionnement en continu 24 heures sur 24, un éclairage interne est prévu ainsi que quelques prises de courant afin de pouvoir y brancher une lampe balladeuse ou un outillage électrique quelconque.

Les machines ou organes de fonctionnement placés à l'intérieur du container sont construits suivant les normes de sécurité françaises et correspondent à la législation en vigueur.

FONCTIONNEMENT

ALIMENTATION, BROyage

Les produits à déshuiler sont déposés dans le pied de la vis inclinée qui les achemine au poste de broyage, cette vis est amovible afin de faciliter l'expédition du matériel et permettre la fermeture du container en fin de journée s'il n'est pas utilisé en service continu 24H/24.

Ce poste est constitué d'une petite trémie placée en charge sur le broyeur spécial à couteaux. Cet appareil a été mis au point par **LA MECANIQUE MODERNE** afin de résoudre le problème de broyage de tous les produits oléagineux qu'il est indispensable d'avoir dans le cas d'un ensemble polyvalent comme **l'HUILERIE EN CONTAINER MOBILE**.

Le poste de broyage comporte un système de contrôle d'alimentation qui commande la mise en route ou l'arrêt de la vis d'alimentation générale (vis inclinée amovible) de manière automatique.

Les produits ainsi préparés sont convoyés en continu vers le chauffoir horizontal

CUISSON

Le chauffage est réalisé à partir d'un fluide caloporteur mis en circulation dans des alvéoles prévues à l'extérieur du corps du chauffoir proprement dit.

La mise en température est obtenue par des épingles électriques chauffantes contrôlées par un thermostat ce qui permet de contrôler la température de cuisson à quelques degrés près.

Un sélecteur placé sur la face avant de l'armoire électrique, permet de ne faire fonctionner que 3 , 4 ou 5 résistances suivant les besoins.

Cette disposition est très intéressante, car elle permet de contrôler de façon très précise le degré de cuisson de la matière et de là, garantir la qualité de l'huile et des tourteaux, aucun contrôle particulier n'est demandé aux opérateurs puisque le thermostat contrôle en permanence la cuisson.

Les produits traversent en continu le chauffoir qui travaille à niveau constant, les produits conditionnés sont extraits en continu du chauffoir par un distributeur à débit réglable.

Le niveau de produit dans l'appareil est contrôlé par un contact électrique spécial qui empêche tout débordement et stoppe automatiquement et momentanément l'alimentation générale de l'unité

PRESSIOn

Les produits ainsi préparés sont évacués du chauffoir en continu vers la presse.

FILTRATION

L'huile brute obtenue à la presse est chargée en plus ou moins grande quantité de sédiments de plus ou moins grosses dimensions suivant les produits, la préparation thermique et mécanique ainsi que le degré d'usure des équipements de la presse.

Aussi une première séparation est réalisée dans le châssis même de la presse ou les gros sédiments sont retenus dans l'auge perforée prévue à cet effet.

Le châssis de la presse fait office de réservoir sur lequel est branchée une pompe de transfert vers le filtre.

L'huile produite est à récupérer à la sortie du filtre par un tuyau flexible.

Les sédiments obtenus à la filtration sont recyclés, après chaque nettoyage du filtre, par la vis de liaison entre le broyeur et le cuiseur.

RECUPERATION DES TOURTEAUX

Les tourteaux déshuilés sont lâchés à la partie extrême de la presse, vers l'extérieur du container.

ELECTRICITE

Une armoire électrique regroupe tous les organes de commande et de contrôle des moteurs, des niveaux électriques et des épingles chauffantes afin de rendre l'ensemble complètement automatique ou du moins atteindre un haut niveau d'automatisation à partir de moyens électriques simples et bien définis pour ce genre d'installation qui doit avant tout rester robuste et facile d'emploi.

En règle générale, toutes les commandes sont gérées automatiquement par l'armoire électrique placée dans le container.

CAPACITE NOMINALE HORAIRE PAR POSTE

le tableau ci-dessous reprend les éléments les plus significatifs

DESIGNATION	Type	Capacité	Puissance
BROYEUR A COUTEAUX	DEC 300	300 Kg/h	4 kW
CHAUFFOIR	CHGE 270	300 Kg/h	3 KW
PRESSE	MBU30-15	150 -250 Kg/h	11 KW
FILTRE base amande		300 Kg/h	0 KW
CHAUFFAGE		300 Kg/h	30 KW

PLANNING DE MAINTENANCE

Nous devons dire ici que l'unité est capable de travailler 24H/24H dans ce cas nous conseillons un arrêt hebdomadaire pour un contrôle général.

ENTRETIEN

Compte tenu du contexte d'exploitation envisageable avec ce matériel (éloignement, accès des sites difficile....), il nous a fallu nous assurer d'une **maintenance faible et peu onéreuse** par la mise en place de **matériels robustes et faciles d'entretien** voire sans entretien .

Le remplacement des pièces d'usure (très peu) demeure très facile à réaliser et ne nécessite qu'une ou deux interventions par an, suivant la corrosivité des produits traités (présence de silice ou non).

SECURITE DE FONCTIONNEMENT

L'aspect **SECURITE de fonctionnement** ne nous a pas échappé, les matériels employés sont tous, sans exception, protégés mécaniquement ou électriquement afin que le ou les opérateurs ne soient pas soumis à un travail pénible, insalubre et dangereux.

Les appareils chauffants ainsi que les tuyauteries chaudes sont calorifugées.

COMPTE D'EXPLOITATION GENERAL
PREVISIONNEL
DE L'HUILERIE D'OUVEA

20 juin 1991

COMPTE DE CHARGES PREVISIONNEL

	Frans CFP
I. ACHATS	14 400 000
Matières premières (Coprah)	14 400 000
	200 tonnes à 72 000 F
II. FRAIS DE PERSONNEL	6 382 400
Main d'oeuvre permanente	3 168 000
	1 directeur 200 000 F + 32 % charges sociales x 12 mois
	1 secrétaire mi-temps 700 000
	1 manutentionnaire mi-temps 700 000
Main d'oeuvre temporaire	1 814 400
	200T/an : 0,350T x 60% = 952 h/an : 72h/cycle = 14 cycles
	3 postes de 72 heures x 14 cycles x 600 F
III. TFSE	5 672 600
Entretien matériel	1 750 000
Achat petit matériel et outillage	740 000
Primes d'assurance	600 000
Frais de transport produits	1 254 000
Frais de téléphone, poste	200 000
Carburants, lubrifiants	1 128 600
	950 heures x 12 l/h x 90 F/l + 10 % lubrifiant
IV. FRAIS FINANCIERS	720 000
1/2 valeur des achats de matières premières x 10%	
IV. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	4 300 000
Matériel	3 500 000
Bâtiments	800 000
	Valeur d'acquisition x 10 %
	Valeur d'acquisition x 5 % (200 m ² x 80 000 F)
V. TOTAL GENERAL	31 475 000

20 juin 1991

COMPTE DE PRODUITS PREVISIONNEL

	Francs CF
I. VENTES	31 475 000
Tourteaux	2 800 000
Huile brute	à 251 535 F 28 675 000
II. PERTES D'EXPLOITATION	0
<i>La simulation du calcul à 400 T de coprah par an donne un coût de revient de la tonne d'huile à 196 342 F/T</i>	
<i>Le prix CAF rendu quai Nouméa de la tonne d'huile au cours mondial varie de 20 500 à 31 500 F la tonne</i>	
V. TOTAL GENERAL	31 475 000

ACTIVITES DE LA S.C.T.O.

ANNEES	1987	1988	1989	1990
I. VENTES SUR LE MARCHÉ LOCAL (T)				
1. Huile raffinée	79,7	52,4	34,6	42,2
2. Huile industrielle	3,5	4,0	4,9	3,8
3. Huile brute	164,3	164,4	177,9	173,3
4. Acides gras	58,7	35,5	9,0	15,0
5. Tourteau	155,5	108,1	132,5	156,9
II. SAVONS ET LESSIVES (T)				
1. Savons de ménage	368,3	377,1	319,8	312,2
2. Savons spéciaux	4,9	3,9	6,1	4,4
3. Lessives diverses	5,0	4,3	2,1	1,7
III. COPRAH CONSOMME EN NOUVELLE-CALEDONIE COPRAH CONSOMME A VANUATU TOTAL CONSOMMATION				
	532,5	269,6	9,9	22,7
	0,0	101,5	403,1	505,9
	532,5	371,1	413,0	528,6
IV. VALEUR TOTALE DES PRODUITS COMMERCIALISES (En millions CFP)				
	72,7	69,1	62,1	64,8

Le four à coprah à air chaud

Modèle I.R.H.O. — Saraoutou (Vanuatu)

INTRODUCTION

L'albumen de la noix de coco contient de 50 à 55 p. 100 d'eau, le processus de séchage en élimine la plus grande partie afin d'obtenir un produit contenant moins de 7 p. 100 d'humidité. Le séchage doit se faire le jour même de l'extraction car l'albumen s'abîme très vite et constitue, en effet, un excellent substrat pour la moisissure et les bactéries.

Une large gamme de techniques de séchage est utilisée dans le monde, allant des méthodes de séchage au soleil, les plus simples, aux séchoirs à air chaud les plus perfectionnés. Le choix d'une méthode est fonction des conditions locales et des moyens dont dispose l'exploitant.

Trois méthodes sont généralement utilisées :

1. le séchage au soleil (coprah blanc de bonne qualité sous réserve d'un fort ensoleillement que l'on n'obtient que pendant la saison sèche) ;

2. le séchage à la fumée, ou à feu nu à action directe qui donne un coprah de teinte brune de qualité moyenne à médiocre ;

3. le séchage indirect à air chaud où le gaz de combustion n'entre pas en contact direct avec l'albumen (coprah blanc de bonne qualité).

Dans la méthode du séchage indirect à air chaud, on peut retenir l'utilisation du séchoir de conception simple construit à moindre coût avec des matériaux locaux et destiné aux petites exploitations. C'est ce type de four qui a été construit sur la Station de Saraoutou dont les détails de la construction sont ci-dessous.

I. — CONSTRUCTION DU FOUR

(Fig. 1, Tabl. I).

1. — Choix de l'emplacement et implantation du four.

L'emplacement du four doit être choisi en fonction des critères suivants :

- facilités d'accès (chargement et déchargement du coprah),
- zone non inondable,
- zone ventilée mais pas trop exposée au vent. L'orientation doit être choisie légèrement sur le travers du vent dominant.

L'abri destiné à protéger le four des intempéries n'est

pas décrit ici. Les dimensions moyennes indiquées ci-dessous permettent un espace suffisamment important pour le stockage du combustible :

— longueur : 7 m, largeur : 6 m, hauteur minimale : 3,70 m.

2. — Construction de la charpente du four (Fig. 1).

La charpente du four est constituée de 8 poteaux en bois de 3 m de longueur et de section 10 × 15, enfoncés de 0,90 m dans le sol (1) et reliés par des bastings de 10 × 5 (2) et (3). L'ensemble est boulonné, les têtes de boulons devant s'encastrent dans le bois pour permettre le passage de la grille (11).

Chaque poteau de 10 × 15 est muni d'une équerre métallique boulonnée permettant de supporter la grille (11). Ces équerres sont fixées à 20 cm du sommet des poteaux (1).

Enfin deux lattes de 3 × 3 cm placées au-dessous des équerres assureront le maintien des parois latérales (10).

3. — La partie chauffante.

La partie chauffante est formée de 6 fûts de 200 litres soudés bout à bout dont les fonds, excepté celui du dernier fût, sont enlevés (6). Dans celui-ci, on découpe un cercle de 25 cm de diamètre excentré dans la partie haute du fût pour l'emplacement de la cheminée.

Sur les fûts du foyer, on placera des déflecteurs qui épousent sensiblement la forme des fûts ; ils peuvent être fabriqués avec des tiers de fûts ; ils seront fixés sur le foyer par des pattes de fer plat de 25 mm × 4 mm à une distance de 10 cm pour le haut et 15 cm pour le bas (7).

Sur les déflecteurs eux-mêmes, on soude des crochets en fer à béton de Ø 8 mm où viendront reposer les tôles de fermetures latérales (voir détail de l'ensemble fût et déflecteur en 13).

La partie chauffante ainsi préparée est placée au centre du rectangle formé par la charpente du four, et repose sur une forme en remblai avec une pente de 6 p. 100 environ.

4. — Les fermetures longitudinales.

Les fermetures longitudinales sont prévues en tôle. Dans le modèle décrit, les tôles proviennent de fûts de 200 litres de récupération ouverts et déployés. Les tôles sont placées dans les crochets de fixation et ramenées contre les lattes longitudinales qui les soutiennent (5) avec une inclinaison d'environ 25 ° de la verticale.

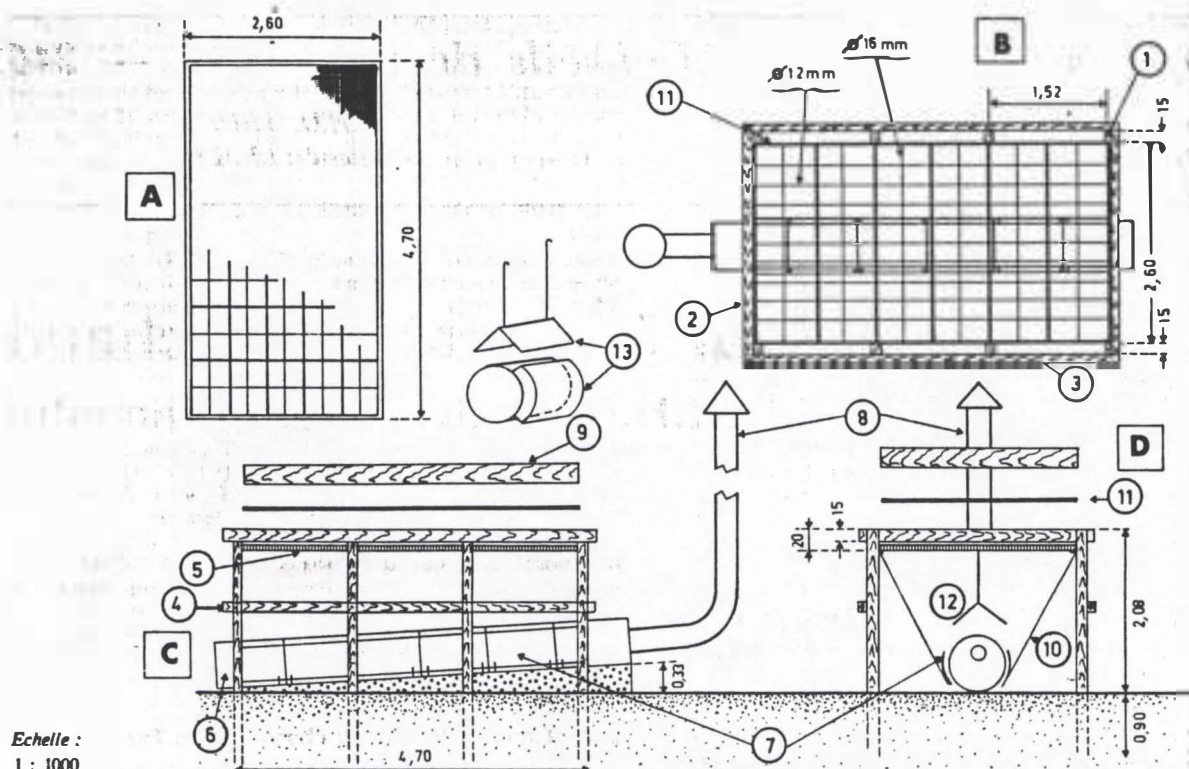


FIG. 1. — Four à coprah à air chaud (Hot air copra dryer — Horno de copra por aire caliente).

- [A] : Cadre du lit à coprah, vue de dessus (Coprah bed, top view — Marco de la cama para copra, vista superior).
 [B] : Vue de dessus, tôles latérales enlevées (Top view, side panels removed — Vista superior, después de quitadas las chapas laterales).
 [C] : Vue latérale, tôles latérales enlevées (Side view, side panels removed — Vista de perfil, después de quitadas las chapas laterales).
 [D] : Vue de face, tôles de fermeture-avant enlevées (Top view, end plates removed — Vista frontal, después de quitadas las chapas de cierre).

TABLEAU I. — Four à Coprah à air chaud — Liste des matériaux nécessaires à la construction
 (Hot air copra dryer — list of materials required for construction — Horno de copra por aire caliente-Lista de equipos necesarios para la construcción)

Désignation des ouvrages (<i>Description</i> — Denominación de las obras)	Quantités (<i>Quantities</i> - Cantidad)	
Charpente du four (<i>Framework</i> — Armazón del horno)		
Poteaux de (<i>Posts</i> — Postes de) 0,15 × 0,10	mL (m)	24,0
Basting de (<i>Rails</i> — Maderos de) 0,10 × 0,5	mL (m)	25,0
Planches de (<i>Planks</i> — Tablas de) 0,25 × 0,025	mL (m)	15,0
Lattes de (<i>Battens</i> — Listrones de) 0,03 × 0,02	mL (m)	10,0
Boulons d'assemblage (<i>Through-bolts</i> — Pernos para ensambladura) 27,5 × 12	Nbre (No.)	40
Partie chauffante (<i>Heater</i> — Elemento calefactor)		
Fûts de récupération (<i>Salvaged drums</i> — Barriles de recuperación) (6 fûts pour le foyer + 14 pour les fermetures latérales + 6 pour les déflecteurs) (6 for oven, 14 for side and end panels, 6 for deflectors — 6 barriles para el hogar, + 14 para los cierres laterales + 6 para los deflectores).	Nbre (No.)	26
Fer plat de (<i>Hoop iron lugs</i> — Hierro plano) 2,5 × 0,3	Nbre (No.)	6
Fer à béton de (<i>Reinforcing bar</i> — Hierro para hormigón) Ø 12	mL (m)	5,0
Grille (<i>Grid</i> — Rejilla)		
Tube de (<i>Concrete bar</i> — Tubo de) 1"1/4	mL (m)	28,0
Fer à béton (<i>Reinforcing bar</i> — Hierro para hormigón)	$\left\{ \begin{array}{l} \text{de } \varnothing 16 \\ \text{de } \varnothing 12 \end{array} \right.$	<div>mL (m) 15,0</div> <div>mL (m) 18,0</div>
Grillage cacao (<i>Cocoa netting</i> — Alambrado para cacao)	m ²	14,0
Fer plat de (<i>Hoop iron</i> — Hierro plano de) 4,0 × 1,0	mL (m)	1,2
Boulons à bois (<i>Wood bolts</i> — Pernos para madera) 17,5 × 12	Nbre (No.)	16
Cheminée (<i>Stove-pipe</i> — Chimenea)		
Tôle galvanisée 6/10 (<i>6/10 galvanized iron sheet</i> — Chapa galvanizada 6/10) 2,40 × 1,20	Nbre (No.)	2
Divers (<i>Miscellaneous</i> — Varios)		
Boîtes de vis avec écrous de (<i>Boxes nuts and bolts</i> — Cajas de tornillos con tuercas) 19 × 7	Nbre (No.)	24
Baguette de soudure (<i>Strip solder</i> — Varilla para soldadura) 4 mm	kg	4,0

Il est conseillé de faire l'ajustement tôle après tôle après leur mise en place ; l'ensemble est maintenu par quelques points de soudure.

On peut remplacer les fûts déployés par des tôles ondulées de récupération ; dans ce cas, l'ajustement est simplifié et ne nécessite pas de points de soudure.

5. — La grille du séchoir.

La grille est faite en fer à béton de différentes dimensions. Le cadre principal et les 5 traverses de 2,55 mètres, en rond à béton de 20 mm, les 6 traverses intermédiaires, en rond de 16 mm et les 9 traverses disposées longitudinalement au foyer, en ronds de 12 mm.

Le cadre ainsi formé est recouvert d'un grillage, type séchoir à cacao, à maille de 8 mm × 9 mm ; celui-ci est fixé au cadre par du fil de fer galvanisé de 3 mm tous les 15 cm.

L'important est que le cadre s'ajuste parfaitement dans l'ensemble poteaux-bastings reposant sur les équerres de fixation. Quelques écarts pouvant intervenir au cours du montage, il est recommandé de vérifier les dimensions du cadre et de son support.

Avant la mise en place des tôles de fermetures latérales, on pose la grille, celle-ci supporte les déflecteurs de brisures (12) formés de tiers de fût déployé et plié à 110°. Ainsi les brisures du coprah ne tombent pas sur la partie chauffante où elles se consumeraient avec émanation de fumée ce qui aurait pour effet, non seulement de teinter le coprah mais également d'augmenter les risques d'incendie. Enfin, on posera sur le périmètre de la grille le cadre en planche de 0,025 m d'épaisseur et 0,25 m de hauteur (retenue du coprah) (9).

6. — La fermeture des extrémités.

La fermeture côté foyer et cheminée est réalisée avec des éléments de tôles de fût déployé et fixés les uns aux autres par quelques points de soudure, ou bien en tôles plates galvanisées de 7/10 assemblées par rivetage.

7. — La cheminée (8).

La cheminée faite en tôle galvanisée de 6/10, roulée et soudée par points, a un diamètre de 25 cm et une longueur d'environ 5 m. Elle doit dépasser le faite de la toiture. Le papillon pour le réglage du tirage peut être installé sur la partie montante de la cheminée. Si possible, on fera en sorte qu'à hauteur du coude celui-ci puisse facilement se déboîter afin de ramoner les deux parties de la cheminée une fois par semaine.

II. — FONCTIONNEMENT

1. — Le combustible.

Le foyer fonctionne avec des matériels divers, principalement des bourres avec coques, des coques et du bois. Dans les régions où la pluviométrie se situe entre 2 000 et 3 000 mm, il est pratiquement impossible, au moment où les précipitations sont aux maxima et si l'aire de décoquage n'est pas sous abri, de pouvoir se constituer un stock suffisant de bourres sèches ; le bois sera donc utilisé pour 2/3 et 1/3 de bourres dont la capacité d'absorption en eau peut être du double du poids de la bourre.

2. — La mise en route.

Pour mettre le four en route, on chargera les trois premiers fûts en combustibles. Quand une grande partie du premier chargement est presque entièrement consommée, repousser le foyer sur les 4^e et 5^e fûts et recharger les deux premiers fûts, étaler à nouveau la braise qui s'est formée et poursuivre l'opération.

Quand la température de l'ensemble est suffisamment élevée (70° au niveau de la grille) un courant d'air chaud s'établit au travers du lit de coprah, il faut alors veiller à maintenir la température au voisinage de 65° à 70° maximum sur le lit de coprah en réduisant éventuellement le tirage et l'alimentation du four.

3. — Conduite du séchage.

En vitesse de croisière, le four doit être alimenté toutes les 15 minutes environ si l'on chauffe avec des bourres sèches ; avec du bois, l'intervalle du chargement est beaucoup plus long, 1 h 30 à 2 h.

On veillera à maintenir le feu sur les 2/3 de la longueur du tunnel, et la température au niveau de la grille à coprah doit être de 65° à 75° maximum, sur toute la longueur du four. Au-delà de cette température, le coprah prend une teinte brunâtre qui dévalorisera le produit. Le séchage à Saraoutou est pratiqué sur de l'albumen décoqué en frais à partir de noix non débourrées, fendues à la hache (coprah vert). La charge sur la grille est d'environ 110 kg/m². Après 10 h de chauffage, on retourne le coprah pour avoir un séchage homogène. Le séchage normal dure de 25 à 30 h environ. Ce qui correspond à deux jours lorsque l'on chauffe une partie de la nuit. Le temps de séchage dépend essentiellement de l'épaisseur du lit d'albumen, de son foisonnement (facilité de circulation de l'air chaud) et du combustible utilisé.

4. — Entretien.

Avant chaque utilisation du four, vider les centres du tunnel de chauffe. Les brisures de coprah qui s'accumulent latéralement au niveau des déflecteurs doivent impérativement être enlevées entre deux fournées de coprah afin d'éviter tout risque d'incendie, toujours possible si des brisures se sont accumulées ou si l'un des fûts est en mauvais état. Si le four est utilisé intensivement, on prendra soin de nettoyer la cheminée, en particulier lorsque le chauffage se fait le plus souvent avec des bourres qui ont la particularité d'encrasser très rapidement les conduits de fumée.

La durée d'utilisation des deux premiers fûts du foyer est d'un an, celle des autres fûts de deux ans. La plus-value du coprah préparé avec ce four permet, dans les conditions du Vanuatu, d'amortir la construction en un an environ.

CONCLUSION

Ce type de four à air chaud peut également être utilisé sur des exploitations plus importantes (300 t de coprah/an). Pour cela il suffit de doubler la dimension du four en ajoutant un foyer supplémentaire ; deux unités d'une capacité de 2,5 t d'albumen tous les deux jours permettent de traiter 300 t de coprah.

G. MARTY.

LA FILIERE COCOTIER SUR OUEVA

Le cocotier s'est révélé capable de mettre en valeur des zones relativement sèches et des sols agronomiquement pauvres tels que ceux d'Ouvéa, c'est sans doute pour cette raison que cet atoll corallien a toujours produit la quasi totalité du coprah de nouvelle-calédonie.

Le schéma directeur suivant se propose d'intégrer le savoir-faire paysan des producteurs de coprah d'Ouvéa et de progressivement orienter la filière vers l'élaboration de produits valorisant mieux la main-d'oeuvre.

- 1) - AMELIORER LA QUALITE DU COPRAH
- 2) - PAYER LE COPRAH PLUS RAPIDEMENT
- 3) - IMPLANTER UNE HUILERIE SUR OUEVA
- 4) - ETUDIER LES AUTRES PRODUITS DU COCOTIER

1) AMELIORER LA QUALITE DU COPRAH

Payer la qualité par une prime de 20 F/Kg de coprah de qualité supérieure

Orienter la technique en faisant la promotion des fours de séchage à air chaud par l'instauration d'une prime de 10 F/Kg de coprah supérieur issu des fours.

Sensibiliser les producteurs au paiement du coprah à la qualité par une campagne pédagogique s'appuyant sur une affiche diffusant les messages suivants: " La cocoteraie peut rapporter " et " la qualité paie "

Expliquer le texte officiel définissant les différentes qualités du coprah à l'aide d'un document qui associe le texte à l'image: 3 qualités de coprah

- supérieure
- courante
- à trier ou à détruire

Nommer sur Ouvéa un expert qualité qui aura pour mission de:

- classer les lots de coprah sous l'une des classes de qualité et d'établir un certificat d'expertise ad hoc,
- d'arbitrer la relation acheteur-vendeur

A ce titre, l'E.R.P.A a organisé, sur la station de l'I.R.H.O à SARAOUTOU SANTO, un stage de formation pour M.OUCKEWEN Philippe et prendra en charge le matériel nécessaire aux expertises: balance...

2) PAYER LE COPRAH PLUS RAPIDEMENT

Motiver les acheteurs par une augmentation de 10% de la marge des collecteurs de coprah sur Ouvéa.

Faire payer le prix du coprah et les primes de qualité au moment de la première transaction (producteur - collecteur).

L'E.R.P.A proposera une convention aux collecteurs de coprah supérieur afin de leur avancer les fonds nécessaires au paiement des primes de coprah supérieur et de traitement par les fours à air chaud.

Les paiements s'effectueront sur présentation du certificat d'expertise.

Le poids de coprah payé sera celui indiqué sur le certificat d'expertise, aussi bien lors de la première transaction que pour les suivantes (1 sac vide = 1,3 Kg).

3) IMPLANTER UNE HUILERIE SUR OUVEA

Afin de poursuivre l'activité de transformation du coprah et dans le souci de décentraliser les pôles d'activités, il est proposé d'implanter une unité de traitement du coprah sur Ouvéa.

Trois modules ont été étudiés:

- une huilerie artisanale
- une huilerie en conteneur mobile
- une huilerie en conteneur

L'E.R.P.A prendra en charge l'acquisition du matériel retenu et le mettra à disposition de la structure juridique qui gèrera l'unité de traitement sur Ouvéa.

4) ETUDIER LES AUTRES PRODUITS DU COCOTIER

Le traitement de la noix de coco et sa transformation, longtemps orienté uniquement vers le coprah qui est la plus élémentaire mais la moins lucrative des utilisations de l'albumen du coco, ont été l'objet de recherches notamment vers des produits plus rémunérateurs (traitement de l'amande fraîche pour la confection de produits destinés à l'alimentation humaine).

A la demande de l'E.R.P.A, une agence de marketing de la place réalise une étude visant à évaluer les potentialité de développement du marché de la noix de coco en Nouvelle-calédonie. Les principaux objectifs de cette étude sont de:

- Répertorier les différents types de produits commercialisés sur le Territoire et de comparer leur prix,
- Déterminer la taille du marché calédonien (en différenciant la production locale de l'importation)

STATUTS TYPES
DE COOPERATIVE AGRICOLE

TEXTES

Loi n° 91-5 du 3 janvier 1991 modifiant diverses dispositions intéressant l'agriculture et la forêt

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ORGANISMES COOPERATIFS AGRICOLES

CHAPITRE PREMIER

Coopératives agricoles

Article premier. — Le c de l'article L. 521-3 du code rural est ainsi rédigé :

« c) La limitation de l'intérêt versé au capital souscrit par les associés coopérateurs au dernier taux d'intérêt légal connu à la date de réunion de l'assemblée générale ; ».

Art. 2. — Après l'article L. 522-2 du code rural, il est inséré un article L. 522-2-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 522-2-1. — Les associés coopérateurs doivent en permanence détenir plus de la moitié du capital de la coopérative agricole ou de l'union de sociétés coopératives agricoles. »

Art. 3. — I. — Le 2°, le 4° et le 9° de l'article L. 522-3 du code rural sont ainsi rédigés :

« 2° Des salariés de la coopérative, de ses filiales et des organismes coopératifs agricoles auxquels elle adhère ; »

« 4° D'établissements de crédit et de celles de leurs filiales ayant pour objet de prendre des participations ; »

« 9° Lorsque les statuts de la société organisent la transmissibilité par inscription en compte ou tradition des parts des associés non coopérateurs, de fonds communs de placement d'entreprise constitués entre des salariés de la coopérative agricole et de ses filiales. »

II. — Le même article L. 522-3 est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Le capital détenu par les établissements de crédit et leurs filiales spécialisées de participation ne peut excéder 20 p. 100 du capital social. »

« Lorsque, en application du 9° ci-dessus, un fonds commun de placement d'entreprise est associé non coopérateur, le conseil de surveillance dudit fonds dispose d'une voix aux assemblées de la société. »

Art. 4. — Il est inséré, dans le chapitre III du titre II du livre V du code rural, un article L. 523-5-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 523-5-1. — Les sociétés coopératives agricoles et leurs unions qui, en application des dispositions de l'article précédent ou dans le cadre de leur engagement coopératif, détiennent des participations peuvent distribuer

à leurs associés coopérateurs et à leurs associés non coopérateurs, en sus des sommes prévues respectivement aux c et d de l'article L. 521-3 et au troisième alinéa de l'article L. 522-4, tout ou partie des dividendes qu'elles ont reçus au titre de ces participations. Cette distribution est faite au prorata des parts sociales libérées.

« Toutefois, lorsque les résultats propres de la coopérative sont déficitaires, les dividendes sont, à due concurrence, affectés à l'apurement de ce déficit. »

Art. 5. — I. — L'intitulé de la section V du chapitre III du titre II du livre V du code rural est ainsi rédigé :

Section V

Moyens financiers »

II. — Après l'article L. 523-8 du code rural, sont insérés trois articles L. 523-9, L. 523-10 et L. 523-11 ainsi rédigés :

« Art. L. 523-9. — Les sociétés coopératives agricoles et leurs unions peuvent faire appel public à l'épargne sous réserve de disposer d'un capital dont le montant intégralement libéré ne soit pas inférieur à 1 500 000 F.

« Art. L. 523-10. — Les sociétés coopératives agricoles et leurs unions peuvent émettre des certificats coopératifs d'investissement dans les conditions prévues par le titre II ter de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

« Art. L. 523-11. — Les sociétés coopératives agricoles et leurs unions peuvent émettre des obligations ayant le caractère de valeurs mobilières dans les conditions prévues par la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, nonobstant les dispositions du troisième alinéa de l'article 285 de cette loi. »

Art. 6. — Le deuxième alinéa de l'article 15 de l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986 relative à l'intéressement et à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise et à l'actionnariat des salariés est ainsi rédigé :

« Un décret en Conseil d'Etat fixe, en tant que de besoin, les adaptations qui doivent être apportées tant aux dispositions du présent chapitre qu'à celles régissant les sociétés coopératives ouvrières de production et les coopératives agricoles pour permettre à ces sociétés d'appliquer les règles définies ci-dessus. »

« Art. 7. — Il est inséré, dans le chapitre III du titre II du livre V du code rural, une section VI ainsi rédigée :

Section VI

Participation et intéressement »

« Art. L. 523-12. — Les chapitres I^{er} à IV de l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986 relative à l'intéressement et à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise et à l'actionnariat des salariés sont applicables dans les sociétés coopératives agricoles et leurs unions au premier jour du premier exercice qui s'ouvrira après la publication du décret prévu, pour les coopératives agricoles, par l'article 15 de l'ordonnance précitée.

« A titre transitoire, les coopératives agricoles qui font application d'un accord d'intéressement à la date de publication de la loi n° 91-5 du 3 janvier 1991 modifiant diverses dispositions intéressant l'agriculture et la forêt disposent pour mettre en œuvre la participation d'un délai expirant à la fin du cinquième exercice qui aura été ouvert après la publication de ladite loi.

« Art. L. 523-13. — Le plan d'épargne d'entreprise d'une coopérative agricole peut affecter les sommes recueillies chaque année à l'acquisition de parts sociales de la société dans la limite de 50 p. 100 du montant reçu. »

CHAPITRE II

Sociétés d'intérêt collectif agricole

Art. 8. — Il est inséré, dans le chapitre I^{er} du titre III du livre V du code rural, un article L. 531-2 ainsi rédigé :

« Art. L. 531-2. — Seules peuvent se prévaloir du régime des sociétés d'intérêt collectif agricole les sociétés ayant obtenu l'agrément de l'autorité administrative.

« L'agrément peut être refusé ou retiré si les statuts de la société, ses liens avec d'autres organismes coopératifs agricoles, les opérations qu'elle envisage de réaliser ou réalise, ou ses modalités de fonctionnement ne sont pas conformes aux dispositions spécifiques qui régissent ces sociétés.

« Les décisions d'agrément, de retrait ou de refus d'agrément sont prises après avis d'une commission spéciale. Un décret fixe les modalités d'intervention de ces décisions ainsi que la composition et les modalités de fonctionnement de cette commission.

« Les sociétés d'intérêt collectif agricole constituées et enregistrées avant la date de publication de la loi n° 91-5 du 3 janvier 1991 modifiant diverses dispositions intéressant

l'agriculture et la forêt sont réputées détenir l'agrement prévu au présent article. »

Art. 9. - Dans la partie législative du titre III du livre V du code rural, il est créé un chapitre III intitulé « Dispositions financières » et comportant un article L. 533-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 533-1. - Les sociétés d'intérêt collectif agricole qui détiennent des participations peuvent distribuer à leurs associés, en sus du versement de ristournes et d'intérêts statutaires, tout ou partie des dividendes qu'elles ont reçus au titre de ces participations. Cette distribution est faite au prorata des parts sociales libérées.

« Toutefois, lorsque les résultats propres de la société d'intérêt collectif agricole sont déficitaires, les dividendes sont, à due concurrence, affectés à l'apurement de ce déficit. »

Art. 10. - Dans la partie législative du titre III du livre V du code rural, il est créé un chapitre IV intitulé « Transformation. - Dissolution. - Liquidation » et comportant un article L. 534-1 ainsi rédigé.

« Art. L. 534-1. - Une société d'intérêt collectif agricole ne peut apporter à ses statuts de modifications entraînant la perte de son statut de coopérative qu'après autorisation des ministres chargés de l'agriculture et de l'économie.

« Les réserves qui, à la date de cette modification, ne sont pas distribuables aux associés en vertu des lois et règlements en vigueur conservent ce caractère pendant dix ans.

« L'autorisation prévue au premier alinéa du présent article n'est pas requise pendant une période de trois ans à compter de la publication de la loi n° 91-5 du 3 janvier 1991 modifiant diverses dispositions intéressant l'agriculture et la forêt ; durant cette période, toute modification des statuts entraînant la perte du statut de coopérative doit être portée à la connaissance du ministre chargé de l'agriculture dans les trente jours de cette modification. »

Art. 11. - Il est inséré, dans le chapitre V du titre III du livre V du code rural, un article L. 535-5 ainsi rédigé :

« Art. L. 535-5. - Est puni de la peine prévue au premier alinéa de l'article L. 529-2 le président ou le directeur de la société d'intérêt collectif agricole qui contrevient aux dispositions de l'article L. 534-1. »

TITRE III DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 32. - L. - L'article 19 nomies de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération est complété par huit alinéas ainsi rédigés :

« L'assemblée générale annuelle peut offrir aux titulaires de certificats coopératifs d'investissement, pour tout ou partie de la rémunération visée au premier alinéa, une option entre le paiement en numéraire et le paiement en certificats coopératifs d'investissement.

« L'offre de paiement de la rémunération en certificats coopératifs d'investissement doit être faite simultanément à tous les titulaires de certificats coopératifs d'investissement.

« Le prix d'émission des certificats coopératifs d'investissement émis dans les conditions prévues aux deux alinéas précédents ne peut être inférieur au nominal.

« Dans les sociétés dont les certificats coopératifs d'investissement sont inscrits à la cote officielle ou à la cote du second marché, le prix d'émission ne peut être inférieur à 90 p. 100 de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision de mise en distribution diminuée du montant net de la rémunération.

« Dans les autres sociétés, le prix d'émission est fixé en divisant par le nombre de certifi-

cats coopératifs d'investissement existants la fraction de l'actif net visée à l'article 19 undecies et calculée d'après le dernier bilan approuvé par l'assemblée générale. L'application des règles de détermination du prix d'émission est vérifiée par le commissaire aux comptes qui présente un rapport spécial à l'assemblée générale annuelle.

« Lorsque le montant de la rémunération à laquelle il a droit ne correspond pas à un nombre entier de certificats coopératifs d'investissement, le titulaire peut recevoir le nombre de certificats coopératifs d'investissement immédiatement inférieur complété d'une soule en numéraire ou, si l'assemblée générale l'a autorisée, le nombre de certificats coopératifs d'investissement immédiatement supérieur, en versant la différence en numéraire.

« La demande du paiement de la rémunération en certificats coopératifs d'investissement, accompagnée le cas échéant du versement prévu à l'alinéa qui précède, doit intervenir dans un délai fixé par l'assemblée générale, sans excéder trois mois à compter de la date de ladite assemblée générale.

« Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 19 septies ne sont pas applicables lorsque l'assemblée générale décide d'accorder simultanément à chaque titulaire de certificats coopératifs d'investissement et à chaque porteur de parts sociales, pour toute la rémunération qui leur est due, une option entre le paiement en numéraire ou le paiement respectivement en certificats coopératifs d'investissement ou en parts sociales. »

II. - Les distributions payées en certificats coopératifs d'investissement conformément aux dispositions du paragraphe I ne sont pas retenues pour l'application des dispositions du c du I de l'article 219 du code général des impôts, dans les conditions et limites prévues pour les distributions payées en actions ou parts sociales par les sociétés ou coopératives à capital variable autres que celles qui sont régies par la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

Décret n° 91-14 du 4 janvier 1991 relatif à l'assemblée spéciale des titulaires de certificats coopératifs d'investissement

Décrets :

Article premier. - L'assemblée spéciale des titulaires de certificats coopératifs d'investissement mentionnée à l'article 19 septies de la loi du 10 septembre 1947 est convoquée en même temps que l'assemblée générale extraordinaire des associés et dans les formes définies à l'article 2.

Art. 2. - L'avis de convocation des titulaires de certificats coopératifs d'investissement indique la dénomination sociale, éventuellement suivie de son sigle, la forme de la société, le montant du capital social arrêté à la date de clôture de l'exercice précédent, l'adresse du siège social, les numéros d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés et à l'Institut national de la statistique et des études économi-

ques, les jour, heure et lieu de l'assemblée spéciale, son ordre du jour et les projets de résolutions arrêtés par le conseil d'administration ou le directeur. Le cas échéant, il indique où doivent être déposés les certificats coopératifs d'investissement au porteur ou l'un des certificats visés à l'article 5, pour ouvrir le droit de participer à l'assemblée spéciale, ainsi que la date avant laquelle ce dépôt doit être fait.

L'avis de convocation indique les conditions dans lesquelles les titulaires de certificats coopératifs d'investissement peuvent voter par correspondance et les lieux et conditions dans lesquelles ils peuvent obtenir les formulaires nécessaires et les documents qui y sont annexés.

L'avis de convocation est inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social et, en outre, si la société fait publiquement appel à

l'épargne, au Bulletin des Annonces légales obligatoires.

Si tous les certificats coopératifs d'investissement sont nominatifs, les insertions prévues à l'alinéa précédent peuvent être remplacées par une convocation faite, aux frais de la société, par lettre simple ou recommandée adressée à chaque porteur.

Les titulaires de certificats coopératifs d'investissement nominatifs acquis depuis un mois au moins à la date de l'insertion de l'avis de convocation prévue à l'alinéa 3 du présent article sont convoqués à l'assemblée spéciale par lettre ordinaire. Sous la condition d'adresser à la société le montant des frais de recommandation, ils peuvent demander à être convoqués par lettre recommandée.

Tous les copropriétaires de certificats coopératifs d'investissement indivis sont convoqués dans les mêmes formes, lorsque leurs droits

**STATUTS TYPES DES COOPERATIVES AGRICOLES
AYANT POUR OBJET LA PRODUCTION,
L'ECOLEMENT ET LA VENTE DE PRODUITS
AGRICOLIS ET FORESTIERS (TYPE 1)**

(Nota. - Les dispositions entre crochets ont un caractère facultatif et les chiffres entre parenthèses renvoient aux notes commentant les statuts dans l'édition réalisée par la Direction des Journaux officiels.)

Article 1er.

Constitution.

Il est constitué entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents statuts une société coopérative agricole à capital variable régie par les dispositions du code rural, notamment du livre V (nouveau), par les dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifiée, des titres III et IV du 24 juillet 1867 modifiée sur les sociétés, des textes qui les ont modifiés ou qui les modifieront, ainsi que par les dispositions qui suivent.

Article 2.

Dénomination, circonscription territoriale.

1. La coopérative prend la dénomination de.....(2).
(société coopérative agricole).

2. La circonscription territoriale comprend.....(3).

Article 3.

Objet.

1. La société a pour objet d'effectuer, quels que soient les moyens et techniques mis en œuvre par elle, les opérations ci-dessous précisées en ce qui concerne les catégories de produits également ci-dessous précisées provenant exclusivement des exploitations des associés coopérateurs (4) (5) (6).

Nature des Produits.

Nature des Opérations.

.....
.....
.....

2. En dehors de l'objet ci-dessus défini, la société peut également effectuer, à titre accessoire, à la demande des associés coopérateurs et sans engagement de ces derniers, en application de l'article 7 ci-après, des opérations de fourniture de biens et de services se rapportant directement à l'objet principal de la société(7).

3. Les opérations ci-dessus définies et, le cas échéant, toutes autres qu'elle estimerait utiles peuvent également être faites par la société en ce qui concerne les exploitations qui lui appartiennent en propre, qu'elle a louées ou qui lui ont été concédées (8).

4. La société pourra mettre à la disposition d'une autre société coopérative agricole ou d'une société d'intérêt collectif agricole dont elle est adhérente tout ou partie de ses immeubles, de son matériel ou de son outillage, notamment ses moyens de transports (9).

4 bis. (La société pourra, en application de l'article L 522-5 du code rural, traiter toutes opérations correspondant à son objet statutaire avec des tiers non associés dans une proportion qui ne pourra excéder le cinquième de son chiffre d'affaires

annuel)

5. L'objet ci-dessus défini de la société ne peut être modifié que par décision de l'assemblée générale extraordinaire. En aucun cas, il ne saurait être porté atteinte au caractère de société coopérative régie par les dispositions législatives et réglementaires visées à l'article 1er (10).

Article 3 bis

Opérations diverses.

En dehors des opérations définies à l'article 3 ci-dessus, la coopérative pourra :

1° Rendre à toute société coopérative agricole ou union membre d'une union de coopératives agricoles dont elle-même fait partie, tous services indispensables à cette société sous réserve de l'autorisation de ladite union et inversement, sous la même réserve, recevoir d'une telle société tous services qui lui seraient indispensables (11) ;

2° Se procurer, auprès de toute société coopérative agricole ou union membre d'une union de coopératives agricoles dont elle-même fait partie, sous réserve de l'autorisation de cette union, tous produits qui lui seraient indispensables pour parer à une insuffisance qualitative ou quantitative de la production et inversement, effectuer toutes livraisons à une telle société sous les mêmes conditions (12) ;

3° Prêter à toute union de coopératives agricoles ou société d'intérêt collectif agricole dont elle fait partie les services nécessaires à la réalisation de l'objet statutaire de cette union ou de cette S.I.C.A (13) ;

4° Se procurer, sous réserve de l'autorisation de l'autorité compétente en matière d'agrément, tous produits visés à l'article 3 ci-dessus mais ne provenant pas des exploitations de ses associés coopérateurs lorsque des circonstances exceptionnelles sont susceptibles de diminuer de plus de 50 p. 100 sa capacité normale d'exploitation (14) ;

5° Échanger, sous réserve de l'autorisation de l'autorité compétente en matière d'agrément, des services et des produits avec tout membre d'une société d'intérêt collectif agricole dont elle-même fait partie (15).

Article 4.

Durée.

1. La durée de la société est fixée à.....années, à dater du jour de son immatriculation, sauf prorogation ou dissolution anticipée (16).

2. La coopérative n'est pas dissoute lorsqu'un associé coopérateur décède, est exclu, interdit, mis en état de liquidation de biens ou de faillite personnelle, se trouve en déconfiture ou se retire, ou lorsqu'il y a dissolution de la communauté conjugale ou dissolution d'une personne morale adhérente. Elle continue de plein droit entre les autres associés (17).

Article 5.

Siège social.

1. Le siège social est établi à.....(18).

2. Il peut être transféré en tout autre lieu à l'intérieur de la circonscription territoriale définie à l'article 2 ci-dessus par simple décision du conseil d'administration. Avis en sera donné à l'autorité qui a procédé à l'agrément de la société.

Article 6.

Admission.

1. La coopérative doit compter au moins sept associés coopérateurs parmi lesquels les personnes physiques doivent être individuellement chefs d'exploitation (21).

2. Peuvent être associés coopérateurs :

1° Toute personne physique ou morale ayant la qualité d'agriculteur ou de forestier dans la circonscription de la société coopérative agricole ;

2° Toute personne physique ou morale possédant dans cette circonscription des intérêts agricoles qui correspondent à l'objet social de la société coopérative agricole et souscrivant l'engagement d'activité visé à l'article 7 suivant ;

3° Tout groupement agricole d'exploitation en commun de la circonscription ;

4° Toutes associations et syndicats d'agriculteurs ayant avec la coopérative agricole un objet commun ou connexe ;

5° D'autres sociétés coopératives agricoles, unions de ces sociétés et sociétés d'intérêt collectif agricole, alors même que leurs sièges sociaux seraient situés en dehors de la circonscription de la société coopérative agricole (22).

3. Ces personnes physiques ou morales devront, pour être associés coopérateurs, souscrire le nombre de parts sociales prévu à l'article 12 ci-dessous.

4. Les associations et les syndicats d'agriculteurs peuvent devenir associés coopérateurs pour les opérations relevant de leur activité propre et à condition qu'ils exercent celle-ci à l'intérieur de la circonscription de la coopérative. Les membres d'une association ou d'un syndicat d'agriculteurs associé coopérateur ne peuvent bénéficier des services de la coopérative que s'ils sont eux-mêmes associés coopérateurs de cette dernière (23).

5. Nul associé coopérateur ne peut faire partie d'une autre coopérative agricole au titre de la même exploitation et pour des services de même nature que ceux résultant des engagements obligatoirement contractés en application de l'article 7 ci-dessus (24).

6. L'admission des associés coopérateurs a lieu sur décision du conseil d'administration qui peut déléguer ses pouvoirs à l'un de ses membres ou à un comité constitué à cet effet en son sein (25).

Le refus d'admission ne peut résulter que d'une décision prise par le conseil d'administration à la majorité des membres en fonctions et dans un délai de trois mois à compter du jour où la demande d'adhésion a été formulée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (26).

En cas de mutation de propriété ou de jouissance d'une exploitation, le refus d'admission ne peut intervenir que dans les conditions prévues à l'article 16 ci-après (27).

Les héritiers de l'associé coopérateur décédé succèdent aux droits et obligations de ce dernier au titre des exploitations dont ils héritent et pour lesquelles le de cujus avait adhéré à la coopérative.

7. Il sera tenu au siège de la coopérative deux registres des adhésions : un registre des associés coopérateurs et un registre des associés non coopérateurs. Les associés seront inscrits sur chaque registre, par ordre chronologique d'adhésion et numéros d'inscription, avec indication du capital souscrit.

8. Peuvent être associés non coopérateurs :

1° d'anciens associés coopérateurs ;

2° des salariés de la coopération agricole ;

3° des associations, fédérations ou syndicats agricoles ;

4° les Etablissements de crédits et celles de leurs filiales ayant pour objet de prendre des participations ;

5° les Caisses mutuelles d'assurance agricole ou de réassurance agricole ;

6° les Chambres régionales départementales ou territoriales d'agriculture ;

7° des organismes de droit privé, à caractère professionnel ou interprofessionnel, intervenant dans l'orientation des productions agricoles et habilités par leur statut à prendre des participations en capital ;

8° des groupements d'intérêt économique professionnels ou interprofessionnels à vocation agricole ;

9° l'Institut Calédonien de participation.

10° Les Sociétés d'économie mixte dont l'objet est de faciliter le développement local par l'intermédiaire de prises de participation.

9. L'admission ou le refus d'admission d'un associé non coopérateur ne peut résulter que d'une décision prise par le conseil d'administration.

10. Les héritiers de l'associé non coopérateur décédé succèdent aux droits et obligations de ce dernier, dans la mesure où ils ont qualité pour être eux-mêmes associés non coopérateurs. S'ils

n'ont pas cette qualité, ils se voient rembourser sans délais le capital social qu'ils détenaient de leur auteur.

Article 7.

Obligations des associés coopérateurs.

1. L'adhésion à la coopérative entraîne, pour l'associé coopérateur :

a) L'engagement de livrer la totalité des produits de son exploitation, tels qu'ils sont définis à l'article 3 ci-dessus, réserve faite des quantités nécessaires aux besoins professionnels et familiaux (29) ;

b) L'obligation, en application des dispositions du second paragraphe de l'article 12 ci-dessous, de souscrire ou d'acquiescer par voie de cession, et dans ce dernier cas avec l'accord de la coopérative, le nombre de parts sociales et, le cas échéant, de certificats de fonds de développement correspondant aux engagements pris.

2. En application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 12 ci-dessous et selon les modalités fixées par le règlement intérieur (30), l'augmentation ultérieure des engagements ou des apports effectifs de produits par l'associé coopérateur entraîne le rajustement du nombre des parts sociales et, le cas échéant, du nombre des certificats du fonds de développement institué en application de la section 2 du titre III des présents statuts.

3. Nul ne peut demeurer associé coopérateur s'il n'est lié par un engagement sous réserve des dispositions de l'article 731 du code rural.

4. La durée de l'engagement est fixée à ... (31) exercices consécutifs à compter de l'expiration de l'exercice en cours à la date à laquelle il a été pris.

5. A l'expiration de cette durée, comme à l'expiration des reconductions ultérieures, l'engagement se renouvelle par tacite reconduction pour une période d'égale durée (32) si l'associé coopérateur n'a pas notifié sa volonté de se retirer, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois au moins avant la fin du dernier exercice de la période d'engagement. Les effets de cette dénonciation sont réglés par l'article 9.

6. Sauf cas de force majeure dûment établi, en cas

d'inexécution totale ou partielle par un associé coopérateur des engagements souscrits par lui, le conseil d'administration pourra appliquer une ou plusieurs des sanctions suivantes (33) :

- Versement d'une somme compensatrice du préjudice subi par la coopérative représentant la quote-part, correspondant aux quantités non livrées au cours d'un exercice, des frais généraux, amortissements, réserves et provisions.

- Une pénalité égale à.....% de la valeur des quantités non livrées, estimée sur la base des règlements effectués à ses membres par la société au cours de l'exercice pendant lequel les quantités auraient dues être livrées.

En cas de récidive au cours de la période d'engagement, l'associé coopérateur pourra se voir frappé d'exclusion sans préjudice d'une pénalité double à celle fixée ci-dessus.

Cette pénalité sera toutefois appliquée après que le conseil d'administration, ayant à se prononcer sur les sanctions, aura mis en demeure l'intéressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, d'avoir à fournir toutes explications utiles.

7. L'associé non coopérateur doit conserver pendant un nombre entier d'exercices de la coopérative les parts du capital social souscrites ou acquises dans les conditions fixées par la convention d'adhésion passée lors de son admission.

Article 8.

Sans Objet.

Article 9.

Retraite (34).

1. Sauf cas de force majeure dûment justifié et soumis à l'appréciation du conseil d'administration, dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessous, nul associé coopérateur ne peut se retirer de coopérative avant expiration de la période d'engagement en cours résultant de l'application, en ce qui concerne, des dispositions des paragraphes 4 et 5 de l'article 7 ci-dessus (35).

2.

1° En cas de motif valable, le conseil d'administration peut, à titre exceptionnel, accepter la démission d'un associé coopérateur en cours de période d'engagement si le départ de celui-ci ne doit porter aucun préjudice au bon fonctionnement de la coopérative et n'a pas pour effet, en l'absence de cession des parts sociales de l'intéressé, d'entraîner la réduction du capital social souscrit au-dessous des trois quarts du montant le plus élevé constaté par une assemblée générale depuis la constitution de la société ou d'entraîner une réduction quelconque du capital social souscrit au cas où la coopérative a reçu un prêt non encore intégralement remboursé de la caisse nationale de crédit agricole.

2° Le conseil apprécie les raisons invoquées à l'appui de la demande de démission en cours de période d'engagement et fait connaître à l'intéressé sa décision motivée, dans les trois mois de la date à laquelle la demande a été notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception

adressée au Président du conseil d'administration. L'absence de réponse équivaut à décision de refus.

3° La décision de conseil peut faire l'objet d'un recours devant la plus prochaine assemblée générale sans préjudice d'une action éventuelle devant le tribunal de grande instance compétent.

4° L'associé coopérateur désirant exercer son droit de recours devant l'assemblée générale devra, à peine de forclusion, le notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au président du conseil d'administration dans les trois mois au plus suivant soit la décision dudit conseil, soit l'expiration du délai de trois mois laissé à celui-ci pour statuer. Le conseil d'administration devra, en ce cas, porter le recours à l'ordre du jour de la plus prochaine assemblée générale convoquée postérieurement à la réception de la notification du recours (36).

3. La décision de retrait en fin de période d'engagement doit être notifiée, sous peine de forclusion, trois mois au moins avant la date d'expiration de cet engagement par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au président du conseil d'administration, qui en donne acte (37).

4. L'associé non coopérateur se retire de la coopérative à l'expiration de la convention d'adhésion visée à l'article 7 paragraphe 7.

5. Un associé non coopérateur, peut, à titre exceptionnel, se retirer de la coopérative avant le terme prévu par la convention d'adhésion, avec l'agrément du conseil d'administration qui décide si le retrait est acceptable et ne porte pas préjudice au bon fonctionnement de la coopérative.

6. Le retrait d'un associé non coopérateur est de droit lorsque cet associé perd la qualité lui permettant de demeurer associé non coopérateur telle que définie à l'article 6 paragraphe 8 ci-dessus.

7. Le retrait de l'associé non coopérateur intervenant avant le terme fixé dans la convention d'adhésion prend effet à l'expiration de l'exercice social au cours duquel il a été accepté.

Article 10.

Exclusion.

1. L'exclusion d'un associé coopérateur peut être prononcée par le conseil d'administration pour des raisons graves, notamment si l'associé coopérateur a été condamné à une peine criminelle, s'il a nul ou tenté de nuire sérieusement à la coopérative par des actes injustifiés. S'il a contrevenu sans l'excuse justifiée de la force majeure aux engagements contractés aux termes de l'article 7, ainsi que s'il a falsifié les produits qu'il a apportés de la coopérative ou s'il a livré des produits fraudés. La décision du conseil d'administration est immédiatement exécutoire (38).

2. Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement à cet égard qu'à la condition de réunir le quorum des deux tiers de ses membres et de se prononcer à la majorité des deux tiers des voix des administrateurs présents (39).

3. La décision d'exclusion peut faire l'objet d'un recours devant l'assemblée générale (40). Ce recours doit être exercé à peine de forclusion par l'associé coopérateur dans les deux ans suivant la date de la notification par le conseil d'administration de la décision d'exclusion. Il doit être notifié au président du conseil d'administration qui en saisira la première assemblée générale convoquée postérieurement à la réception par lui de la notification. Ce recours n'est pas suspensif.

4. L'associé coopérateur exclu a droit au remboursement de ses parts de capital social dans les conditions prévues à l'article 18 ci-dessous réserve faite de l'application de l'article 731 du code rural (41).

5. L'exclusion d'un associé non coopérateur peut être prononcée par le conseil d'administration pour des raisons graves notamment si l'intéressé a été condamné à une peine criminelle, s'il a nui ou tenté de nuire à la coopérative par des actes injustifiés.

Les dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article sont applicables en cas d'exclusion de l'associé non coopérateur.

L'associé non coopérateur exclu a droit au remboursement de ses parts de capital social dans les conditions fixées à l'article 18 ci-dessous.

Article 11.

Conséquences de la sortie (42).

1. Tout membre qui cesse de faire partie de la coopérative à un titre quelconque reste tenu, pendant cinq ans et pour sa part telle qu'elle est déterminée par l'article 58, envers les autres membres et envers les tiers, de toutes les dettes sociales existant au moment de sa sortie.

2. Il reste également tenu, le cas échéant, notamment en application de l'article 50, par les engagements solidaires contractés soit auprès de l'Etat, soit auprès de la caisse de crédit agricole mutuel de Nouvelle Calédonie soit auprès de la Banque Calédonienne d'Investissement.

L'associé non coopérateur ne répond en toute hypothèse des dettes sociales qu'à concurrence de ses parts sociales.

3. Les clauses du présent article sont applicables, s'il y a lieu, aux héritiers ou ayants droit de l'associé coopérateur décédé.

4. En aucun cas, un ancien associé coopérateur ni son héritier ou ayant droit ne peut provoquer l'apposition des scellés sur les biens ou valeurs de la société ni en demander le partage ou la licitation ni s'immiscer en aucune façon dans les affaires sociales ou actes d'administration de la coopérative.

TITRE III

CAPITAL SOCIAL, "ET FONDS DE DEVELOPPEMENTS" (43)

SECTION 1. - CAPITAL SOCIAL

Article 12.

Constitution du capital.

1. Le capital social est formé des parts nominatives et indivisibles souscrites par chacun des associés coopérateurs et transmissibles dans les conditions prévues aux articles 16 et 17 ci-dessous (44).

2. Le capital social initial (45) est fixé à la somme de... et divisé en.... parts d'un montant de....F chacune (46).

Il est divisé en deux fractions correspondant, l'une aux souscriptions des associés coopérateurs, l'autre aux souscriptions ou acquisitions des associés non coopérateurs.

Le capital souscrit par les associés coopérateurs est réparti entre ceux-ci en fonction des opérations qu'ils s'engagent à effectuer avec la coopérative selon les modalités et conditions suivantes (47):

3. Il est permis, sous réserve de l'accord du conseil d'administration, de souscrire ou d'acquérir des parts au-delà de la proportion statutaire.

4. Chaque part doit être entièrement libérée lors de la souscription (48).

5. Le nombre de parts souscrites ou acquises par les associés non coopérateurs est déterminé conformément aux dispositions de la convention d'adhésion prévue à l'article 7 paragraphe 7.

Article 13.

Augmentation du capital.

1. Le capital social est susceptible d'augmentation par suite de l'admission de nouveaux associés coopérateurs ou de la souscription de parts nouvelles par les associés coopérateurs (49)

(50).

Il est également susceptible d'augmentation à la suite de sa revalorisation par prélèvement sur la réserve de réévaluation du bilan ou sur les réserves libres d'affectation, ces deux opérations étant cumulables. La revalorisation du capital ne peut être effectuée dans tous les cas que dans la limite du barème en vigueur fixant le taux de majoration applicable aux rentes viagères; elle ne peut intervenir qu'après présentation à l'assemblée générale extraordinaire d'un rapport spécial de révision établi par un organisme agréé. L'augmentation du capital donne lieu à majoration de la valeur nominale des parts sociales antérieurement émises ou à distribution de nouvelles parts sociales.

2. Le conseil d'administration pourra porter, en une ou plusieurs fois, le capital social au maximum deF au moyen de la souscription de nouvelles parts créées postérieurement à la constitution de la coopérative. "Le maximum ainsi fixé pourra être augmenté par décision de l'assemblée générale ordinaire" (15).

3. Le capital est en outre susceptible d'augmentation collective résultant de la modification par l'assemblée générale extraordinaire des obligations de souscription fixées par l'article 12 ci-dessus. L'assemblée générale extraordinaire appelée à se prononcer sur la modification des obligations de souscription visées ci-dessus doit toujours réunir un nombre d'associés coopérateurs présents ou représentés au moins égal aux deux tiers de celui des associés coopérateurs inscrits à la date de convocation (52).

4. Le capital social est susceptible également d'augmentation par suite de l'admission de nouveaux associés non coopérateurs ou de la souscription de parts nouvelles par ceux déjà admis.

Article 14.

Réduction du capital.

1. Le capital est susceptible de réduction par suite de démission, exclusion, décès, interdiction, liquidation de biens, faillite personnelle, déconfiture, dissolution de la communauté conjugale des associés, coopérateurs ou dissolution d'une personne morale adhérente (53).

2. Le capital souscrit ne peut être réduit au-dessous des trois quarts du montant le plus élevé constaté par une assemblée générale depuis la constitution de la coopérative. Toutefois, cette limite ne s'applique pas en cas d'exclusion de l'associé coopérateur, interdiction, liquidation de biens, faillite personnelle, déconfiture, dissolution de la communauté conjugale ou dissolution d'une personne morale adhérente et, en cas de retrait de l'associé coopérateur, à l'expiration de sa période d'engagement (54).

3. Le remboursement des parts annulées (faute de cession à un tiers ou à d'autres associés coopérateurs) dans les conditions prévues aux articles 16 et 17 ci-dessous doit être compensé par la constitution d'une réserve de même montant (55).

4. "Conformément aux dispositions de l'article 731 du code rural, si la coopérative reçoit une avance de la caisse nationale de crédit agricole, du Crédit agricole mutuel de Nouvelle Calédonie ou de la Banque calédonienne d'investissement le capital social ne pourra être réduit sous aucun prétexte avant le remboursement intégral de cette avance" (56).

5. Le capital social est susceptible également de réduction par suite de retrait, décès, dissolution ou exclusion d'associés non coopérateurs nonobstant les limites fixées aux paragraphes 2 et 4 ci-dessus.

Article 15.

Parts sociales.

1. La propriété des parts est constatée par l'inscription sur les registres (57) de la coopérative dans l'ordre chronologique. "Les certificats de parts éventuellement délivrés sont extraits de registres à souches et sont signés de deux administrateurs" (58) (59) (60).

2. Les parts sont indivisibles à l'égard de la coopérative qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part ou pour des parts indivises entre copropriétaires. En conséquence, tous les copropriétaires indivis d'une ou plusieurs parts sont tenus de se faire représenter auprès de la coopérative par un seul d'entre eux agréé par le conseil d'administration (61).

3. "Les convocations aux assemblées générales seront valablement adressées à ce seul copropriétaire indivis de parts sociales, représentant l'ensemble des indivisaires et c'est entre ses mains que la coopérative se libérera valablement des intérêts aux parts, ristournes et autres sommes revenant à l'indivision.

Tous les indivisaires n'en demeurent pas moins tenus conjointement et solidairement des obligations résultant pour les associés coopérateurs des dispositions des présents statuts et des dispositions législatives et réglementaires visées à l'article 1er ci-dessus, ainsi que, le cas échéant, des prescriptions du code rural relatives aux rapports de coopérative avec le crédit agricole".

4. Aucun dividende ne sera attribué aux parts. L'intérêt servi aux parts est fixé annuellement par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration et en fonction des résultats de l'exercice clos sans qu'il puisse dépasser 6 % net du montant versé pour les associés coopérateurs et 8 % net pour les associés non coopérateurs (62).

5. Ledit intérêt ne peut être servi que si des excédents ont été réalisés au cours de l'exercice. En cas d'insuffisance des résultats d'un exercice, les sommes nécessaires pour parfaire l'intérêt y afférent peuvent être prélevées sur une provision spécialement constituée à cet effet par l'assemblée générale par prélèvement sur les excédents du ou des exercices antérieurs (63).

Article 16.

Mutation de propriété ou de jouissance d'une exploitation.

1. L'associé coopérateur s'engage, en cas de mutation de propriété ou de jouissance d'une exploitation au titre de laquelle il a pris à l'égard de la coopérative les engagements prévus à l'article 7 ci-dessus, à transférer ses parts sociales au

nouvel exploitant qui, sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3 ci-après, sera substitué pour la période postérieure à l'acte de mutation, dans tous les droits et obligations de son auteur vis-à-vis de la société (64).

2. Le cédant (65) doit énoncer la mutation à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de trois mois à dater du transfert de propriété ou de jouissance.

3. Dans un délai de trois mois suivant la dénonciation prévue au paragraphe précédent, le conseil d'administration peut, par décision motivée, refuser l'admission du nouvel exploitant.

Il ne peut délibérer valablement à cet égard qu'à la condition de réunir le quorum des deux tiers de ses membres et de se prononcer à la majorité des deux tiers des voix des administrateurs présents (66).

4. L'intéressé désirant, sans préjudice de son droit de recours devant le tribunal compétent, exercer son droit de recours devant l'assemblée générale devra, à peine de forclusion, le notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au président du conseil d'administration dans les trois mois au plus suivant la décision dudit conseil. Celui-ci devra, en ce cas, porter le recours à l'ordre du jour de la première assemblée générale convoquée postérieurement à la réception de la notification du recours.

Article 17.

Cession des parts.

1. Le conseil d'administration peut autoriser le transfert de tout ou partie des parts d'un associé coopérateur par voie de cession à un ou plusieurs autres associés coopérateurs ou à un ou plusieurs tiers dont l'adhésion comme associé coopérateur a été acceptée.

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 16 ci-dessus en cas de mutation de propriété ou de jouissance d'une exploitation, la cession ne peut valablement intervenir qu'après autorisation du conseil d'administration (67).

2. La transmission des parts s'opère par simple transcription sur le registre des associés coopérateurs (68).

3. La cession ne peut être autorisée si elle a pour résultat de réduire le nombre de parts de l'associé coopérateur cédant au-dessous de celui exigible en application de l'article 12 en fonction des opérations effectuées avec la coopérative (69).

4. "En cas de cession à un tiers, la décision de refus du conseil d'administration n'aura pas à être motivée et sera sans recours."

5. "En cas de cession à un ou plusieurs associés coopérateurs et sous réserve des dispositions du paragraphe 3 ci-dessus, la décision de refus d'autorisation devra être motivée et les associés coopérateurs intéressés pourront exercer un recours devant la première assemblée générale à charge pour eux de notifier leur décision à cet égard au conseil d'administration par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les trois mois de la réception par eux de la notification du refus par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le conseil d'administration devra, dans ce cas porter la question à l'ordre du jour de la première assemblée générale."

6. "Les cessions totales ou partielles de parts sociales seront enregistrées par ordre chronologique sur un registre spécial. Elles feront l'objet sur ce registre d'une numérotation continue. Chaque écriture mentionnera le nom du cédant, celui du cessionnaire, leur numéro au registre des adhésions, la date d'effet de la cession et le nombre des parts cédées (70) est portée dans la colonne "Observations" du registre des

adhésions sous le numéro d'inscription du cédant et sous le numéro d'inscription du cessionnaire (71)."

7. Sous réserve de l'accord du conseil d'administration, un associé non coopérateur peut, avant le terme fixé par la convention d'adhésion à la coopérative ou à l'arrivée de ce terme, transférer ses parts à un autre associé ou à un tiers qui a qualité pour devenir associé et dont l'adhésion a été acceptée. Les dites parts ne pourront être remboursées avant le terme fixé par la convention d'adhésion souscrite par le cédant.

8. Les cessions de parts intervenues au titre du paragraphe précédent font l'objet des transcriptions utiles sur les registres des associés.

Article 18.

Remboursement des parts pendant la durée de la société.

1. Les parts sociales donnent lieu à remboursement pendant la durée de la société (72) en cas d'exclusion, d'interdiction, d'état de liquidation de biens, de faillite personnelle, de déconfiture, de dissolution de la communauté conjugale d'un associé coopérateur ou de dissolution d'une personne morale adhérente.

Il en est de même en cas de démission de l'associé coopérateur, sauf application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 14 ci-dessus ou des dispositions de l'article 731 du code rural, lorsque les parts ne sont pas transmises à titre gratuit ou cédées à titre onéreux soit à la ou aux personnes qui succèdent à l'associé coopérateur sur son exploitation, soit à un tiers dans les conditions prévues aux articles 16 et 17 des présents statuts (73).

2. Le remboursement des parts dans les cas prévus au paragraphe 1 ci-dessus s'effectue sans préjudice des intérêts dus sur ces parts et des ristournes qui peuvent revenir à l'intéressé mais sous déduction des pertes éventuelles constatées sur le capital social et éventuellement des sanctions encourues par l'intéressé en application de l'article 7 des présents statuts (74).

Pour l'application du présent paragraphe, les pertes éventuelles sur le capital social sont celles constatées au jour de la clôture du dernier exercice précédant celui au cours duquel se situe soit

la date d'exclusion, d'interdiction, de déclaration de faillite personnelle, d'état de liquidation de biens, de reconnaissance de la déconfiture, de la dissolution de la communauté conjugale de l'associé coopérateur, de la dissolution d'une personne morale adhérente, soit la date de retrait de l'associé coopérateur acceptée par le conseil d'administration (75)."

3. Le conseil d'administration fixe la ou les époques auxquelles pourra intervenir le paiement des sommes dues de façon à éviter tout préjudice au bon fonctionnement de la société. En tout état de cause, le délai de remboursement ne pourra dépasser le délai de dix ans (76).

4. Les parts sociales de l'associé non coopérateur donnent lieu à remboursement au terme fixé par la convention d'adhésion souscrite par l'intéressé et, le cas échéant, pendant la durée du contrat, dans les conditions fixées par la convention d'adhésion.

SECTION 2. - FONDS DE DEVELOPPEMENT (77)

Article 18-1.

Constitution du fonds.

1. Il pourra être constitué par décision de l'assemblée générale ordinaire de la société, sur proposition de son

conseil d'administration et sous réserve de l'autorisation ministérielle, un fonds de développement coopératif donnant lieu à création de certificats nominatifs (78)."

2. Les certificats peuvent être créés :

"Soit pour la durée de la société et en subissant les prorogations régulières à condition que leur souscription soit une condition, fixée uniformément pour chaque exercice, de l'admission des associés coopérateurs ou de l'extension de leurs droits consécutive à la souscription de nouvelles parts du capital social ;

"Soit pour une durée non obligatoirement uniforme comprise entre trois et dix ans par souscription en espèces des associés coopérateurs dans la limite du montant autorisé par le ministre de l'économie et des finances pour les coopératives agréées par le Ministre de l'Agriculture et de la forêt ou par l'Exécutif du Territoire pour les coopératives qu'il agréé, ou encore en représentation des ristournes dont le produit est affecté à cet objet par l'assemblée générale (79).

3. La valeur des certificats est fixée uniformément pour chacune des catégories créées en application du paragraphe 2 ci-dessus (79) (80)."

4. Les certificats ne peuvent comporter aucune prime d'admission ou de remboursement. Ils donnent lieu au service d'un intérêt annuel pouvant varier en fonction de leur durée dans la limite des taux maxima fixés par arrêté interministériel pour les coopératives agréées par le ministre de l'agriculture ou par l'Exécutif du territoire pour les coopératives qu'il agréé. Les intérêts constituent une charge de l'exercice au cours duquel ils sont échus. Les taux d'intérêt sont fixés dans les limites ci-dessus pour chaque catégorie de certificats par l'assemblée générale ordinaire (81)."

5. La propriété des certificats n'ouvre aucun droit de vote à l'assemblée générale ; elle n'entraîne en aucun cas la responsabilité personnelle visée aux articles 656 et 732 du code rural et à l'article 58 des présents statuts (82)."

Article 18-2.

Cession des certificats.

1. "Les certificats ne sont cessibles qu'entre associés coopérateurs."

2. "La cession de certificats ne prend effet à l'égard de la société qu'à dater de la réception par celle-ci de la notification de la cession."

3. "Cette notification doit être faite par lettre recommandée avec accusé de réception adressée par le cédant au président du conseil d'administration de la société. Elle doit préciser, à peine de nullité, la date d'émission, le numéro d'inscription des certificats ainsi que les noms et adresses du cédant et du cessionnaire."

4. "Les cessions totales ou partielles de certificats seront enregistrées par ordre chronologique sur un ou plusieurs registres spéciaux."

"Elles feront l'objet d'une numérotation continue sur chaque registre."

"Chaque écriture mentionnera le nom du cédant, celui du cessionnaire, leurs numéros d'adhésion, leurs numéros d'inscription au registre d'émission des certificats, la date d'effet de la cession et le nombre des certificats cédés. Mention du numéro d'enregistrement de la cession et du nombre de certificats cédés est portée dans la colonne "Observations" du registre d'émission des certificats sous le numéro d'inscription du cédant (83)."

Article 18-3.

Remboursement des certificats (84).

1. "Le remboursement des certificats du fonds de développement n'est soumis à aucune autre obligation que la constitution postérieure à leur création, d'amortissements d'un montant au moins égal."

2. "Dans le cas où le bilan d'un exercice fait apparaître une situation déficitaire tant du fait de pertes non compensées par des réserves que de dettes exigibles à l'égard de tiers créanciers et non couvertes par les éléments d'actif, les remboursements de certificats au cours de l'exercice suivant ne pourront intervenir qu'à concurrence du cinquième sauf accord des créanciers intéressés."

3. "En cas d'insuffisance des ressources disponibles, l'ordre de remboursement des certificats échus s'effectue impérativement et par ordre successif, selon l'année de leur création, selon celle de leur échéance, enfin pour les certificats présentant les mêmes caractéristiques, proportionnellement à leur montant. En cas de liquidation de la société, les porteurs de certificats non encore remboursés sont payés proportionnellement au montant de leurs droits par priorité sur les porteurs de parts sociales."

TITRE IV

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ (85)

Article 19.

Composition du conseil d'administration.

1. La coopérative est administrée par un conseil composé de membres (86) élus par l'assemblée générale.

Lesadministrateurs choisis parmi les associés coopérateurs sont désignés par le collège de ces derniers.

Les associés non coopérateurs sont obligatoirement représentés au conseil d'administration sans que leur nombre puisse être supérieur à maximum (tiers du nombre des administrateurs). Ils sont désignés par le collège des associés non coopérateurs constitué au sein de l'assemblée générale.

2. "Les associés, personnes morales de droit public ou de droit privé peuvent, comme les associés personnes physiques, être administrateurs de la société. Dans cette éventualité, les personnes morales sont représentées au conseil d'administration par leur représentant légal ou par un délégué régulièrement habilité par elles à cet effet, sans qu'il soit nécessaire que ce représentant légal ou ce délégué soit personnellement associé de la coopérative (87)."

3. Tout administrateur doit :

1° Être soit de nationalité française, soit ressortissant d'un état membre de la communauté économique européenne, soit ressortissant d'un pays avec lequel existe un accord de réciprocité, soit bénéficiaire d'une dérogation accordée par le ministre de l'agriculture et de la forêt ou de l'Exécutif du Territoire sur avis de la commission centrale d'agrément ;

2° Ne pas participer directement ou indirectement, d'une façon habituelle ou occasionnelle, à une activité concurrente de celle de la coopérative ;

3° N'avoir subi aucune des condamnations visées à l'article 6 du décret du 8 août 1935 instituant l'interdiction et la déchéance du droit de gérer et d'administrer une société (88). Ces causes d'incompatibilité sont applicables aux personnes physiques désignées pour les représenter par les associés coopérateurs personnes morales de droit public ou de droit privé (89)."

Le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de

ne pourra être supérieur au..... des administrateurs en fonctions (90)."

"Lorsque ce pourcentage est dépassé l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office."

Toute nomination intervenue en violation des dispositions qui précèdent est nulle.

4. Sous réserve des dérogations admises par le ministre de l'agriculture et la forêt ou l'exécutif du Territoire après avis de la commission d'agrément compétente, les conjoints, les ascendants, descendants et collatéraux au deuxième degré ne peuvent simultanément être membres du conseil d'administration sauf le cas où le nombre des associés coopérateurs demeurerait au plus égal à cinquante (91).

5. L'élection des membres du conseil d'administration doit avoir lieu au scrutin secret lorsque le conseil d'administration le décide ou lorsque ce scrutin secret est demandé avant l'assemblée générale ou dans le cours de celle-ci par un ou plusieurs associés (92).

Article 20.

Durée et renouvellement du mandat des administrateurs.

1. Les administrateurs représentant les associés coopérateurs sont nommés pour..... ans et renouvelables par..... chaque année (93).

2. Les premières séries sont désignées par le sort ; le renouvellement se fait ensuite à l'ancienneté.

"En cas d'admission de nouveaux administrateurs en sus du minimum statutaire, ceux d'entre eux qui devront être remplacés à l'issue de l'année en cours ou des années suivantes seront désignés par le sort (94)."

3. "Les administrateurs sortants sont rééligibles."

4. "Le conseil d'administration est tenu de donner connaissance à l'assemblée générale des candidatures au mandat d'administrateur qui lui auraient été notifiées par les intéressés dix jours francs à l'avance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception."

5. Les conditions de durée et de renouvellement des mandats des administrateurs représentant les associés non coopérateurs sont fixés comme suit :

Les administrateurs représentant les associés non coopérateurs sont nommés pour..... ans et renouvelables par chaque année dans les mêmes conditions que celles prévues aux paragraphes 2, 3 et 4 ci-dessus.

Article 21.

Désignation provisoire d'administrateurs représentant les associés coopérateurs.

1. En cas de vacance par décès, démission ou départ pour toute autre cause d'un ou plusieurs administrateurs, le conseil d'administration peut procéder provisoirement à leur remplacement dans la catégorie à laquelle ils appartiennent(95).

2. Le choix du conseil doit être soumis à la ratification du collège compétent, lors de la plus proche assemblée générale (96).

3. Si les nominations faites par le conseil d'administration n'étaient pas ratifiées par cette assemblée, les délibérations prises et les actes accomplis par lui n'en seraient pas moins valables.

4. L'associé coopérateur nommé en remplacement d'un

administrateur dont le mandat n'est pas expiré ne demeure en fonctions que pendant le temps restant à courir sur la durée de son mandat (97).

5. La faculté laissée au conseil d'administration de pourvoir aux vacances d'administrateurs cesse toutefois d'exister si, au cours d'un exercice, le nombre de vacances vient à atteindre la moitié du nombre minimum statutaire des administrateurs (98).

6. Dans ce cas, le conseil d'administration devra, à son initiative ou sur requête du ou des commissaires aux comptes, convoquer immédiatement une assemblée générale à l'effet de procéder aux nominations nécessaires d'administrateurs (99).

Article 22.

Responsabilité des administrateurs.

1. Tout membre du conseil d'administration peut être révoqué par le collège compétent de l'assemblée générale (100).

2. Conformément aux règles de droit commun, les administrateurs sont responsables, individuellement ou solidairement, suivant les cas, envers la coopérative ou envers les tiers, des fautes qu'ils auraient commises dans leur gestion (101).

3. En sus des parts souscrites en application de l'article 12 ci-dessus, chaque administrateur doit être propriétaire, pendant toute la durée de son mandat (102) d'un nombre de parts fixé à (103). Ces dernières parts sont affectées à la garantie de tous les actes de sa gestion, même de ceux qui lui seraient exclusivement personnels. Elles sont inaliénables (104).

4. Toute convention entre la coopérative et l'un de ses administrateurs doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration. Avis en est donné aux commissaires aux comptes qui sont tenus, conformément aux dispositions de l'article 30, de présenter à l'assemblée générale annuelle, chargée d'examiner les comptes, un rapport spécial sur les conventions autorisées par le conseil (105).

5. Les dispositions du paragraphe 4 ci-dessus sont applicables aux conventions entre la coopérative et une autre entreprise si l'un des administrateurs de la coopérative est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général ou membre du directoire ou du conseil de surveillance de ladite entreprise.

Elles sont également applicables aux conventions auxquelles un administrateur est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la coopérative par personne interposée.

L'administrateur, qui se trouve dans un des cas précédents, est tenu d'informer immédiatement le conseil, dès qu'il a connaissance de convention. L'intéressé ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

6. Les conventions approuvées par l'assemblée générale comme celles qu'elle désapprouve produisent leurs effets à l'égard des tiers, sauf lorsqu'elles sont annulées dans le cas de fraude.

7. Même en l'absence de fraude, les conséquences préjudiciables à la coopérative des conventions désapprouvées peuvent être mises à la charge de l'administrateur intéressé et, éventuellement, des autres membres du conseil d'administration;

8. Les dispositions du paragraphe 4 ne sont applicables ni aux opérations résultant normalement des engagements régulièrement contractés en application de l'article 7 ni aux opérations normalement effectuées par la coopérative en

dehors de toute convention particulière.

9. Il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales de contracter des emprunts auprès de la société sous quelque forme que ce soit, de se faire consentir par elle un découvert dont la durée dépasse une année ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers. Toutefois, cette interdiction ne s'étend pas aux emprunts, découverts cautions, ou avais susceptibles d'être consentis à l'occasion des opérations résultant normalement des engagements régulièrement contractés par les intéressés en application de l'article 7 ci-dessus.

La même interdiction s'applique aux représentants des personnes morales administrateurs. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent paragraphe ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 23.

Présidence du conseil d'administration et bureau.

1. Le conseil nomme parmi ses membres un président choisi parmi les associés coopérateurs. Cette nomination doit être faite au cours de la première séance du conseil d'administration suivant l'assemblée générale ordinaire qui a été chargée de l'examen annuel des comptes ou qui a procédé au renouvellement total du conseil d'administration.

2. Le président du conseil d'administration représente la société en justice tant en demandant qu'en défendant. C'est à sa requête ou contre lui que doivent être intentées toutes les actions judiciaires (106).

3. Le conseil d'administration nomme un ou plusieurs vice-présidents, un secrétaire et "un trésorier" (107) auxquels constituent avec le président le bureau du conseil.

4. En cas d'empêchement du président ou du ou des vice-présidents, le conseil nomme, pour chaque séance, celui de ses membres qui doit présider la réunion.

Article 24.

Réunion du Conseil.

1. Le conseil d'administration se réunit au siège social ou dans tout autre lieu, aussi souvent que l'intérêt de la coopérative l'exige et au moins une fois par trimestre, sur la convocation du président convoqué toutes les fois que le tiers de ses membres en fait la demande (108).

"Si la demande est restée sans suite, ses auteurs peuvent procéder eux-mêmes à la convocation, en indiquant l'ordre du jour de la séance."

2. Sauf les cas prévus aux articles 10 et 16, le conseil d'administration doit, pour délibérer valablement, réunir au moins la moitié de ses membres en exercice, laquelle doit représenter la moitié au moins des administrateurs élus parmi les associés coopérateurs. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage, la voix du président de la séance est prépondérante. Nul ne peut voter par procuration au sein du conseil (109).

Article 25.

Constatation des délibérations du conseil.

1. Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux portés sur un registre spécial coté et paraphé par le président. Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire de la séance ou, à défaut, par deux administrateurs qui y ont pris part (110).

2. Les copies ou extraits de délibérations à produire en justice

ou ailleurs sont certifiés par le président du conseil ou le vice-président ou par deux administrateurs en fonctions."

3. " Ainsi certifiés, ils sont valables pour les tiers. La justification du nombre d'administrateurs en exercice et de la qualité d'administrateurs en exercice, ainsi que des pouvoirs conférés par les personnes morales administrateurs à leurs représentants, résultent valablement, vis-à-vis des tiers, de la simple énonciation, dans le procès-verbal de chaque délibération et dans les copies ou extraits qui en sont délivrés, des noms tant des administrateurs et des représentants des personnes morales administrateurs présents que de ceux des administrateurs absents

Article 26.

Pouvoirs du conseil.

1. Le conseil d'administration est chargé de la gestion de la coopérative dont il doit assurer le bon fonctionnement (111).

2. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour gérer toutes les affaires sociales et pourvoir à tous les intérêts sociaux sans aucune limitation autre que celle des pouvoirs et attributions expressément réservés à l'assemblée générale par les textes législatifs et réglementaires ou par les présents statuts (112).

3. Il établit, à la clôture de chaque exercice, un inventaire, un ou plusieurs comptes d'exploitation, un compte de pertes et profits, un bilan et un rapport aux associés coopérateurs sur la marche de la coopérative pendant l'exercice écoulé (113).

4. " En plus des attributions expressément énoncées aux présents statuts, il dispose notamment des pouvoirs suivants, lesquels sont indicatifs et non limitatifs" (114).

5. " Il représente la coopérative devant l'Etat, les administrations publiques ou privées et tous tiers et il fait toutes les opérations que comporte cette représentation."

6. " Il fait retirer de tous bureaux de l'administration des postes et télécommunication et de toutes entreprises de transport ou de roulage, toutes lettres, dépêches, pils, colls, mandats destinés à la coopérative ; il en fait donner décharge."

7. " Il statue sur tous marchés ou traités."

8. " Il fait toucher les sommes dues à la coopérative et payer celles qu'elle doit."

9. " Il fait ouvrir et fonctionner à la Banque de France, aux bureaux des chèques postaux, dans toutes caisses de crédit agricole et dans toutes maisons de banque ou établissements de crédit, tous comptes courants, comptes de dépôt ou autres, aux conditions qu'il détermine et sans limitation, et donne toutes délégations pour leur fonctionnement."

10. " Il fixe l'emploi des disponibilités."

11. " Il acquiert, aliène et transfère tous fonds d'Etat ou autres valeurs mobilières, négociables ou non négociables."

12. " Il fait souscrire, endosser, accepter et acquitter tous effets de commerce ou autres et notamment tous warrants agricoles ; il fait créer tous effets en contrepartie des récoltes apportées par les souscripteurs. Il accorde la caution ou l'aval de la société."

13. " Il consent tous crédits ou avances sous quelque forme que ce soit, avec ou sans garantie. Toutefois, lorsque lesdits crédits ou avances sont consentis en dehors des conditions générales normalement applicables aux opérations effectuées par la coopérative avec ses associés coopérateurs, le ou les commissaires aux comptes devront en être avisés."

14. " Il contracte tous emprunts, réserve faite des émissions de valeurs mobilières qui doivent être autorisées par l'assemblée générale et seulement dans la limite d'un total de ... F pour l'ensemble des emprunts de financement ou de campagne et d'un total de... F pour l'ensemble des emprunts d'investissement à moyen ou à long terme. Il contracte toutefois sans limitation les emprunts qui font l'objet d'un engagement du fonds commun de garantie visé à l'article 699 du code rural". (115).

15. " Il constitue toutes hypothèques ou autres garanties sur les biens de la coopérative."

16. " Il acquiert et échange tous immeubles ; Il peut aliéner les immeubles qui ne sont pas indispensables au fonctionnement de la coopérative."

17. " Il consent et accepte tous baux et contrats d'affermage à l'exception des baux emphytéotiques."

18. " Il accepte tous legs et dons."

19. " Il décide les prises de participation de la coopérative dans toute personne morale."

" Si l'activité principale de cette personne morale n'est pas identique à l'activité de la coopérative ou complémentaire de cette activité, il doit, avant la réalisation définitive de la prise de participation, solliciter l'autorisation prévue à l'article 6 de l'ordonnance modifiée du 26 septembre 1967 (116).

" Dans le cas contraire, il communique cette prise de participation à l'autorité qui a prononcé l'agrément de la coopérative."

" En toute hypothèse il désigne les personnes physiques représentant la coopérative à l'assemblée générale, et le cas échéant, aux organes d'administration des personnes morales. " Il informe l'assemblée générale, dans son rapport annuel, de la nature et du montant des engagements souscrits."

" Il décide de même l'adhésion de la coopérative à tous syndicats régis par le titre Ier du livre IV du code du travail, ou à toutes associations de la loi du 1er juillet 1901."

" Il désigne les personnes physiques représentant la coopérative à l'assemblée générale, et le cas échéant, au conseil d'administration desdits syndicats ou associations."

20. " Il autorise le président à exercer toutes actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant."

21. " Il provoque toutes résolutions de contrats, traite composé, compromet et transige en tout état de cause avec ou sans indemnité."

22. " Il fixe les modes de libération des débiteurs, il consent toute prolongation de délais."

23. " Il donne tous acquiescements et désistements ainsi que toutes mainlevées d'inscriptions, saisies, oppositions et autres droits avec ou sans paiement ; il consent toutes antériorités."

24. " Il cède et transporte toutes créances, tous loyers, toutes redevances, échus ou à échoir."

25. " Il conclut tous accords généraux de salaires ou conventions collectives de travail d'établissement et participe à la conclusion d'accords ou de conventions de portée plus générale."

26. " Il élit domicile."

27. " Il établit tous règlements intérieurs dans les limites prévues à l'article 61 ci-après."

28. sans objet.

Article 27.

Gratuité des fonctions d'administrateur.

Les fonctions des membres du conseil d'administration sont exercées gratuitement sous réserve du remboursement auxdits membres, le cas échéant et sur leur demande, des frais spéciaux nécessités par l'exercice de ces fonctions. Les indemnités compensatrices de l'activité consacrée à l'administration de la société que peuvent recevoir les administrateurs sont attribuées dans la limite d'une allocation globale décidée et fixée chaque année par l'assemblée générale (118).

Article 28.

Délégation des pouvoirs du conseil (119).

1. Le conseil d'administration peut conférer des délégations de pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres.

2. Le conseil d'administration peut en outre, pour un ou plusieurs objets déterminés, conférer des mandats spéciaux à des associés coopérateurs non administrateurs ou à des tiers.

Article 29.

Directeur, gérants d'annexes.

1. Le conseil d'administration peut nommer un directeur qui, s'il est associé coopérateur, ne doit pas être membre du conseil. L'engagement du directeur doit donner lieu à l'établissement d'un contrat écrit approuvé par le conseil d'administration (120).

2. Le directeur exerce ses fonctions sous la direction, le contrôle et la surveillance du conseil d'administration qu'il représente vis-à-vis des tiers dans les limites des pouvoirs qui lui sont confiés par délibération du conseil d'administration (121).

3. Sa rémunération annuelle est arrêtée, dans le cadre de son contrat d'engagement, par le conseil d'administration qui détermine aussi les autres avantages qui peuvent lui être accordés et éventuellement un pourcentage sur les excédents nets de l'exercice après dotation des réserves, dans la limite du maximum de rétribution annuelle fixé pour une durée de cinq ans au plus par le conseil d'administration (122).

4. En aucun cas, il ne peut être alloué au directeur un pourcentage sur le chiffre des opérations réalisées par la coopérative (123).

5. Nul ne peut être chargé de la direction de la coopérative :

1° S'il participe, directement ou indirectement, d'une façon habituelle ou occasionnelle, à une activité concurrente de celle de la société ou des unions auxquelles celle-ci est adhérente ;

2° S'il a fait l'objet d'une des condamnations visées à l'article 6 du décret du 8 août 1935 instituant l'interdiction et la déchéance du droit de gérer et d'administrer une société (124).

6. Le contrat d'engagement du directeur doit préciser qu'il lui est interdit d'exercer une activité incompatible avec ses fonctions (125).

7. " Le personnel salarié est placé sous les ordres du directeur qui embauche et licencie le personnel. "

8. Les fonctions de gérant d'annexe de la coopérative ne peuvent être confiées à une personne qui exerce une activité concurrente de celle de la coopérative (126). " Le contrat d'engagement de tout gérant doit faire mention de cette interdiction. Les dispositions des paragraphes 3 et 4 ci-dessus

relatives à la rémunération des directeurs sont applicables à la rémunération des gérants d'annexes. "

TITRE V COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 30 (127).

1. L'assemblée générale ordinaire désigne au scrutin secret, pour une durée de six exercices, au moins un commissaire aux comptes et un suppléant, lorsque le chiffre d'affaire hors taxe à la clôture de l'exercice social dépasse 500 000 F. Il n'y a plus lieu à désignation si, pendant les deux exercices qui précèdent l'expiration du mandat, le chiffre d'affaire n'a pas dépassé 500 000 F. Le mandat de commissaire aux comptes peut être exercé par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article 219 de la loi n° 66-637 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales ou par une fédération de coopératives agricoles agréée en application de l'article L527-1 du Code Rural.

La coopérative peut être tenue également de désigner un commissaire aux comptes en application d'autres dispositions législatives ou réglementaires, quelque soit le montant de son chiffre d'affaire.

Les fonctions des commissaires aux comptes expirent après la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes du 6^{ème} exercice écoulé depuis leur nomination.

Lorsque, à l'expiration des fonctions d'un commissaire aux comptes, il est proposé à l'assemblée de ne pas le renouveler, le commissaire doit être, s'il le demande, entendu par l'assemblée générale.

Le ou les commissaires aux comptes suppléants sont appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès.

A défaut de nomination des commissaires aux comptes par l'assemblée générale, ou en cas d'empêchement ou de refus d'un ou de plusieurs des commissaires nommés, tout associé peut demander leur nomination ou leur remplacement par ordonnance du président du tribunal de grande instance au siège de la société statuant en référé, le président du conseil d'administration dûment appelé. Le mandat ainsi conféré prend fin lorsqu'il a été pourvu par l'assemblée générale à la nomination du commissaire aux comptes.

2. Les commissaires aux comptes exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales sous réserve des règles propres aux sociétés coopératives agricoles.

Les commissaires aux comptes certifient que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la coopérative à la fin de cet exercice.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les valeurs et les documents comptables de la société et de contrôler la conformité de sa comptabilité aux règles en vigueur. Ils vérifient également la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport aux associés établi par le conseil d'administration et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Les commissaires aux comptes s'assurent que l'égalité a été respectée entre les associés.

A toute époque de l'année, les commissaires aux comptes, ensemble ou séparément opèrent toutes vérifications et tous contrôles qu'ils jugent opportuns et peuvent se faire communiquer sur place toutes les pièces qu'ils estiment utiles à l'exercice de leur mission et notamment tous contrats, livres, documents comptables et registres de procès-verbaux;

Pour l'accomplissement de leur contrôle les commissaires aux comptes peuvent, sous leur responsabilité se faire assister ou représenter par tels experts ou collaborateurs de leur choix, qu'ils font connaître nommément à la coopérative.

Les commissaires aux comptes sont convoqués à toutes les assemblées générales au plus tard lors de la convocation des associés et en même temps que les administrateurs à la réunion du conseil d'administration qui arrête les comptes de l'exercice écoulé.

Les convocations sont faites par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les commissaires aux comptes proposent au président du conseil d'administration la convocation dudit conseil s'ils l'estiment utile ou lui demandent la convocation de l'assemblée générale soit s'ils l'estiment utile soit dans le cas où ils y sont tenus en application de l'article 21 des présents statuts lorsque le nombre des administrateurs devient au plus égal à la moitié du nombre statutaire.

Les commissaires aux comptes portent à la connaissance du conseil d'administration :

- 1° Les contrôles et vérifications auxquels ils ont procédé et les différents sondages auxquels ils se sont livrés.
- 2° Les postes du bilan et des autres documents comptables auxquels des modifications leurs paraissent devoir être apportées en faisant toutes observations utiles sur les méthodes d'évaluation utilisées pour l'établissement de ces documents.
- 3° Les irrégularités et les inexactitudes qu'ils auraient découvertes ;
- 4° Les conclusions auxquelles conduisent les observations et rectifications ci-dessus sur les résultats de l'exercice comparés à ceux du précédent exercice.

3. Les commissaires aux comptes peuvent attirer l'attention des dirigeants sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'activité qu'ils ont relevé au cours de leur mission.

Ils peuvent inviter le président à faire délibérer le conseil d'administration. Ils sont alors convoqués à cette séance dont la délibération est communiquée au comité d'entreprise.

En cas d'inobservation de ces dispositions ou si, en dépit des décisions prises, ils constatent que la continuité de l'activité reste compromise, les commissaires aux comptes établissent un rapport spécial. Ils peuvent demander que ce rapport soit adressé aux associés ou qu'il soit présenté à la prochaine assemblée, ce rapport étant communiqué au comité d'entreprise.

4. Lorsque la coopérative est tenue d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement et un plan de financement, les commissaires aux comptes présentent leurs observations et rapports sur lesdits documents, conformément aux dispositions de l'article 28 du 1er mars 1984.

5. Les commissaires aux comptes reçoivent de la part de la coopérative des honoraires fixés selon les modalités réglementaires en vigueur.

6. Ils sont responsables, tant à l'égard des coopératives que des tiers des conséquences dommageables des fautes et négligences par eux commises dans l'exercice de leurs fonctions.

Toutefois, leur responsabilité ne peut pas être engagée pour les informations ou divulgations de faits auxquelles ils procèdent en exécution de leur mission relative à la continuité de l'exploitation.

7. Ne peuvent être choisis comme commissaires aux comptes :

- 1° Les parents ou alliés jusqu'au 4ème degré inclusivement ou le conjoint d'un administrateur de la société ;
- 2° Les personnes recevant sous une forme quelconque un salaire ou une rémunération des administrateurs de la société en raison de fonctions autres que celles de commissaires aux comptes.
- 3° Les personnes à qui l'exercice de la fonction d'administrateur, de gérant ou de directeur est interdit ou qui sont déchues de leur droit d'exercer cette fonction ;
- 4° Les conjoints des personnes ci-dessus visées.

Si l'une des causes d'incompatibilité indiquées ci-dessus survient au cours du mandat d'un commissaire aux comptes l'intéressé doit cesser immédiatement ses fonctions et en informer le conseil d'administration au plus tard quinze jours après la survenance de cette incompatibilité.

8. Les personnes physiques exerçant au nom des fédérations éventuellement chargées du mandat de commissaire aux comptes ne pourront être admises à procéder au contrôle des opérations de la société qu'après déclaration par elles qu'elles ne tombent pas sous le coup des incompatibilités prévues au paragraphe 7 ci-dessus en ce qui concerne les commissaires aux comptes. Les nom et qualité des agents ayant participé à l'exercice du mandat de commissaire aux comptes devront être portés par la fédération à la connaissance de l'assemblée générale.

9. Les délibérations prises par l'assemblée générale, conformément au rapport fait par un commissaire aux comptes, nonobstant les dispositions des paragraphes 7 et 8 ci-dessus, ne peuvent être annulées de ce chef.

TITRE VI ASSEMBLEES GENERALES

Article 31.

Composition et rôle de l'assemblée générale.

1. L'assemblée générale est composée de l'ensemble des associés régulièrement inscrits (141) sur le registre des adhésions à la date de convocation de l'assemblée.

Toutefois, lorsqu'il s'agit soit des modifications des obligations de souscription des associés coopérateurs, soit de l'élection des administrateurs, l'assemblée générale délibère séparément en deux collèges :

- le collège des associés coopérateurs
- le collège des associés non coopérateurs, chacun de ces collèges délibérant sur les questions le concernant.

2. L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des associés coopérateurs. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, dissidents ou incapables.

Article 32.

Convocation.

1. L'assemblée générale ordinaire est réunie par le conseil d'administration soit à son initiative, soit dans les deux mois au plus tard de la demande qui lui serait présentée par le cinquième au moins des associés coopérateurs régulièrement inscrits ou par le ou les commissaires aux comptes (142).

2. L'assemblée générale extraordinaire est convoquée par le conseil d'administration soit à son initiative, soit dans les deux mois au plus tard de la demande qui lui serait présentée par le quart au moins des associés coopérateurs régulièrement inscrits ou par le ou les commissaires aux comptes (143).

2 bis. Lorsque la majorité en voix des associés non coopérateurs le demande, la réunion de l'assemblée générale est de droit, dans la limite d'une fois par an.

Circonscription supérieure à la circonscription administrative

3. Sous réserve des prescriptions contenues aux articles 39 et 41 ci-après pour les assemblées réunies sur seconde convocation, la convocation à l'assemblée générale doit être publiée au moins quinze jours avant la date fixée dans un journal d'annonces légales de Nouvelle Calédonie et si nécessaire du département ou de l'amondissement où se trouve le siège social. L'insertion doit contenir l'ordre du jour de l'assemblée et préciser les lieu, date et heure de la réunion (144).

Circonscription inférieure à la circonscription administrative

3 bis. sous réserve des prescriptions contenues aux articles 39 et 41 ci-après pour les assemblées réunies sur seconde convocation, la convocation à l'assemblée générale doit, quinze jours au moins avant la date fixée, faire l'objet d'un affichage à la porte principale de la mairie du siège social et de la mairie de chacune des autres communes comprises dans la circonscription.

4. Il est en outre adressé à chaque associé coopérateur, quinze jours au moins avant la date de la réunion, une convocation individuelle l'invitant à assister à l'assemblée générale et lui précisant la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour (145).

Circonscription supérieure à la circonscription administrative

5. Lorsqu'il s'agit d'une convocation de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, l'insertion et la convocation individuelle devront mentionner que les associés ont la faculté à partir du quinzième jour précédant cette assemblée, de prendre connaissance au siège de la coopérative des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes ainsi que du bilan, du compte de résultat et de ses subdivisions éventuelles et de l'annexe dudit exercice (146).

Circonscription inférieure à la circonscription administrative

5.Bis. Lorsqu'il s'agit d'une convocation de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, l'affichage, la convocation individuelle et éventuellement l'insertion de la convocation dans un journal d'annonces légales devront mentionner que les associés ont la faculté à partir du quinzième jour précédant cette assemblée, de prendre connaissance au siège de la coopérative des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes ainsi que du bilan, du compte de résultat et de ses subdivisions éventuelles et de l'annexe dudit exercice (146).

6. La convocation individuelle peut être faite par l'envoi à chaque associé d'un exemplaire du journal ou d'un bulletin sur lequel elle figure. Pour l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, la mention de la faculté laissée aux associés de prendre communication au siège social, dans le délai prévu, des documents susvisés, devra figurer sur cet exemplaire (147).

7. La convocation individuelle, effectuée soit par lettre, soit par l'envoi d'un journal ou d'un bulletin, est adressée valablement au dernier domicile que les associés auront fait connaître à la coopérative.

Article 33.

Ordre du jour (148).

1. L'ordre du jour de l'assemblée générale est arrêté par le conseil d'administration. Il doit comporter, outre les propositions émanant du conseil ou, s'il y a lieu, des commissaires aux comptes, toute question présentée au conseil six semaines au moins avant la convocation de l'assemblée générale sur proposition écrite revêtue de la signature d'un dixième au moins du nombre total des associés inscrits.

2. L'ordre du jour de l'assemblée générale convoquée sur la demande des commissaires aux comptes est arrêté en accord avec ceux-ci.

3. Il ne peut être mis en délibération dans toute assemblée que les questions portées à l'ordre du jour.

Article 34.

Bureau de l'assemblée générale.

1. L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration et, en son absence, par le vice-président ; à défaut, par l'administrateur que le conseil a désigné ; à défaut encore, l'assemblée nomme son président.

2. Les fonctions de scrutateur sont remplies par deux associés désignés par l'assemblée générale (149).

3. Le bureau ainsi composé désigne le secrétaire qui peut ne pas être associé.

4. Le président assure la police de l'assemblée et veille à ce que les discussions ne s'écartent pas de l'ordre du jour et de leur objet spécial (150).

Article 35.

Admission, droit de vote et représentation.

1. Tout associé a le droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée générale (151).

Un ou plusieurs tiers peuvent être admis en raison de leurs qualités, sur invitation du conseil d'administration."

2. Chaque associé coopérateur, présent ou représenté, ne dispose que d'une voix quel que soit le nombre de parts qu'il possède (152) (153).

Toutefois, pour l'exercice du droit de vote en assemblée générale, lorsqu'un groupement agricole d'exploitation en commun est adhérent de la coopérative, tous les membres du groupement considérés comme chefs d'exploitation agricole sont réputés associés coopérateurs, sans que les chefs d'exploitation membres d'un même groupement puissent, en cette qualité, détenir plus de 49 % des voix.

Les associés non coopérateurs ne peuvent détenir ensemble plus d'un cinquième des voix en assemblée générale. Aucun associé non coopérateur ne peut détenir plus du dixième des voix en assemblée générale.

3. L'associé empêché peut donner mandat de le représenter à l'assemblée générale. Le mandataire doit être un autre associé le conjoint du mandant, un de ses descendants majeurs ou un allié au même degré. Les mandataires non associés coopérateurs ne peuvent représenter que leur conjoint, ascendant ou allié (154).

Toutefois, l'associé coopérateur ne peut donner mandat de le représenter qu'à un associé coopérateur et l'associé non coopérateur qu'à un associé non coopérateur.

4. L'associé mandaté par d'autres associés ne peut disposer que de..... voix, la sienne comprise (155).

5. Les mandats sont annexés au procès-verbal de l'assemblée générale (156).

Article 36.

Constatation des délibérations de l'assemblée générale (157).

1. Il est tenu une feuille de présence indiquant les nom et domicile de chacun des associés et le nombre de parts dont il est porteur.

2. Cette feuille de présence, émargée par les associés ou, en leur nom, par leurs mandataires, est certifiée exacte par les membres du bureau de l'assemblée et est déposée au siège social pour être jointe aux rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes, ainsi qu'aux procès-verbaux des délibérations. Ces procès-verbaux, sont inscrits sur un registre spécial et signés par les membres du bureau de l'assemblée.

3. Les copies ou extraits des délibérations à produire en justice sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs (158)."

Article 37.

Réunions et objet de l'assemblée générale ordinaire (159).

1. L'assemblée générale ordinaire doit être convoquée au moins une fois par an, dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice.

2. L'assemblée générale ordinaire annuelle doit, après lecture du rapport moral et financier du conseil d'administration et du ou des rapports des commissaires aux comptes :

Examiner, approuver ou rectifier les comptes ;

Donner ou refuser le quitus aux administrateurs ;

Déterminer éventuellement les modalités de répartition des excédents et, notamment, en premier lieu, le montant de la dotation obligatoire à la réserve légale ;

Décider, s'il y a lieu, de verser un intérêt aux parts et éventuellement en fixer le taux ;

Procéder à la nomination des administrateurs par collège séparé, et des commissaires aux comptes (160) ;
Constater la variation du capital social au cours de l'exercice (161) ;

Délibérer sur toute autre question figurant à l'ordre du jour.

2 bis. L'assemblée générale ordinaire peut décider, sur rapport du conseil d'administration et des commissaires aux comptes, et éventuellement d'une fédération de coopératives agréée au titre de la révision, la réévaluation de tout ou partie du bilan (1).

3. Les délibérations de l'assemblée générale, sont nulles si elles

n'ont pas été précédées de la lecture du ou des rapports des commissaires aux comptes (162).

4. Si la coopérative a obtenu un prêt de la caisse nationale de crédit agricole, un prêt de la caisse de crédit agricole mutuel de Nouvelle Calédonie ou un prêt de la Banque calédonienne d'investissement, les comptes annuels doivent avoir été communiqués à l'organisme concerné un mois avant l'assemblée générale annuelle, accompagnée du projet d'affectation de résultat.

Article 38.

Réunions et objet de l'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement

1. L'assemblée générale ordinaire peut être réunie extraordinairement, en dehors de l'assemblée annuelle, par le conseil d'administration chaque fois que celui-ci juge utile de prendre l'avis des associés coopérateurs ou d'obtenir un complément de pouvoirs. Le conseil d'administration doit également réunir extraordinairement l'assemblée générale dans les deux mois au plus tard de la demande qui lui serait présentée par écrit pour des motifs bien déterminés par un groupe représentant le cinquième au moins des associés coopérateurs inscrits ou la majorité en voix des associés non coopérateurs dans la limite fixée à l'article 32 paragraphe 2 bis, ou par les commissaires aux comptes lorsque ceux-ci l'estiment nécessaire (164).

2. Elle doit être convoquée immédiatement dans les mêmes conditions pour procéder à la nomination de nouveaux administrateurs par un collège séparé, dans l'éventualité prévue à l'article 21 des présents statuts (165).

Article 39.

Quorum et majorité en assemblée générale ordinaire ou convoquée extraordinairement.

1. L'assemblée générale ordinaire annuelle ou convoquée extraordinairement n'est régulièrement constituée et ne délibère valablement que si elle est composée d'un nombre d'associés coopérateurs présents ou représentés au moins égal au tiers de celui des associés coopérateurs inscrits à la coopérative à la date de la convocation (166).

2. Si cette condition n'est pas remplie, une seconde convocation est faite avec le même ordre du jour dix jours au moins avant la date de la nouvelle réunion de l'assemblée, en suivant les mêmes règles que pour la première et en indiquant dans la convocation la date et le résultat de la précédente assemblée (167).

3. La deuxième assemblée délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première assemblée (168).

4. Les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés (169).

5. Les règles édictées dans les paragraphes précédents s'appliquent lorsque les associés votent par collège séparé.

Article 40.

Objet de l'assemblée générale extraordinaire (170).

1. L'assemblée générale extraordinaire a seule pouvoir pour délibérer sur les modifications des statuts, la dissolution de la société, sa prorogation dans les formes prévues par l'article 1844-6 du code civil (171) ou sa fusion avec d'autres sociétés coopératives agricoles. Elle a seule la possibilité de décider

une variation du capital par mesure collective en modifiant la base de répartition des parts prévues à l'article 12.

2. Le collège des associés coopérateurs a seul la possibilité de modifier les obligations de souscriptions mentionnées à l'article 12 paragraphe 2.

Article 41.

Quorum et majorité en assemblée générale extraordinaire

1. L'assemblée générale extraordinaire est régulièrement constituée et délibère valablement si elle est composée d'un nombre de membres présents ou représentés au moins égal à la moitié de celui des associés inscrits à la coopérative à la date de la convocation, sauf le cas prévu au paragraphe 4 ci-dessous (172).

2. Si cette condition n'est pas remplie, une seconde convocation est faite avec le même ordre du jour, dix jours au moins avant la date de la nouvelle réunion de l'assemblée en suivant les mêmes règles que pour la première et en indiquant dans la convocation la date et le résultat de la précédente assemblée (173).

3. La deuxième assemblée délibère valablement, sauf le cas prévu au paragraphe 4 ci-dessous, quel que soit le nombre des associés présents ou représentés, mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première assemblée (174).

4. Lorsque le collège des associés coopérateurs est convoqué en assemblée générale extraordinaire pour décider une augmentation collective de capital par augmentation des obligations de souscription prévues à l'article 12 l'assemblée doit toujours réunir un nombre de membres présents ou représentés au moins égal à celui des deux tiers des associés coopérateurs inscrits à la date de la convocation (175).

5. Dans tous les cas, les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés (176).

TITRE VII DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 42.

Durée de l'exercice.

L'exercice commence le et finit le (177).

Dans le premier cas, il y aura lieu d'ajouter les mots :

Par exception, le premier exercice comprend le temps écoulé entre la date du....., à laquelle la société a été régulièrement constituée, et le.....

Article 43.

Tenue de la comptabilité (178).

La coopérative établit les comptes annuels suivant les principes et les méthodes définis aux articles 8 à 16 du code de commerce et au décret n° 83-1020 du 29 novembre 1983, sous réserve des règles posées par le plan comptable adopté par le Conseil supérieur de la coopération agricole après avis national du conseil de la comptabilité (179).

2. Les opérations traitées avec des tiers non associés, dans les conditions prévues à l'article 3 (paragraphe 4 bis) ci-dessus, font l'objet d'une comptabilité spéciale.

Article 43 bis.

La coopérative s'engage à soumettre sa gestion à révision tous les.....ans par les soins d'une fédération de coopératives agréée au titre de la révision par le ministre de l'agriculture, conformément à l'article L. 527-1 du code rural.

Article 44.

Etablissement des comptes.

1. A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration établit un inventaire et les comptes annuels(180) ; il établit en outre un rapport aux associés coopérateurs sur la marche de la coopérative pendant l'exercice écoulé. Ces documents doivent être mis à la disposition des commissaires aux comptes un mois au moins avant la date de l'assemblée générale.

2. Les commissaires établissent un rapport dans lequel ils rendent compte à l'assemblée générale de l'exécution du mandat qu'elle leur a confié et doivent signaler les irrégularités, anomalies et inexactitudes qu'ils auraient relevées, notamment en ce qui concerne l'application des statuts (182).

3. Les commissaires présentent en outre à l'assemblée générale un rapport spécial sur les conventions qui auraient été autorisées par le conseil d'administration conformément aux dispositions des paragraphes 4 et 5 de l'article 22 ci-dessus entre la coopérative et certains de ses administrateurs ou entre la coopérative et une autre entreprise dont un ou plusieurs administrateurs seraient associés indéfiniment responsables, gérants, administrateurs, directeur général ou membres de direction ou du conseil de surveillance.

Article 45.

Présentation des comptes.

1. Les comptes annuels présentés à l'assemblée générale doivent être établis conformément aux règles posées par le plan comptable adopté par le Conseil supérieur de la coopération agricole et le Conseil supérieur de la coopération agricole et le Conseil national de la comptabilité.

2. Ces documents ainsi que l'inventaire et les rapports du conseil d'administration et des commissaires sont tenus à la disposition des associés au siège social, à partir du quinzième jour précédant l'assemblée générale (185).

Article 46.

Excédent net et excédent répartissable.

1. L'excédent de chaque exercice est la résultante des produits et des charges de la société. Ces produits ne comportent pas le montant total des subventions d'investissement reçues de l'Etat, des collectivités ou des établissements publics, qui doivent être portées directement à une réserve indisponible spéciale.

Constituent des charges de chaque exercice, notamment, les charges spécifiques comme les acomptes versés aux associés coopérateurs sur les produits livrés par ceux-ci et la provision pour faire face aux dépenses exceptionnelles de réparation des biens subventionnés.

L'excédent répartissable sous forme de ristournes ne peut comprendre en particulier les sommes qui ont été affectées à des comptes de réserves. Ces comptes de réserves sont dotés, dans l'ordre, au profit de la réserve indisponible spéciale correspondant à la quote-part de l'excédent provenant des opérations traitées avec des tiers non associés, de la réserve légale, des réserves statutaires réglementées et facultatives.

2. Par ailleurs, sont prélevées notamment sur l'excédent avant

le calcul de la ristourne les sommes éventuellement affectées au service des intérêts aux parts.

3. La quote-part de l'excédent résultant d'autres opérations que celles normalement effectuées par la coopérative avec des associés coopérateurs et les acheteurs des produits commercialisés par la société ne peut en aucun cas faire l'objet, sous une forme quelconque, d'une répartition entre les associés coopérateurs.

Il en est de même pendant la durée de la société de l'excédent constaté au cours d'un exercice antérieur à moins qu'il n'ait été affecté à une "provision" spécialement ouverte au titre de cet exercice en vue de sa distribution éventuelle.

Cette "provision" ainsi que l'excédent provenant de reprises de provisions pourront être répartis entre les associés coopérateurs, mais seulement au prorata des opérations effectuées par chacun d'eux au cours de l'exercice sur l'excédent duquel ils ont été prélevés.

4. Les charges doivent être réparties entre les diverses subdivisions du compte de résultat selon leur nature, sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale. L'excédent réparti appartenant à chaque subdivision du compte de résultat doit être réparti entre les associés coopérateurs au prorata des opérations effectuées par chacun d'eux au titre de cette subdivision, à moins qu'il ne soit utilisé en tout ou partie à la couverture de déficits d'une ou de plusieurs autres subdivisions du compte de résultat.

Article 47.

Affectation des excédents annuels.

1. L'affectation de l'excédent annuel est décidée sur proposition du conseil d'administration par l'assemblée générale ordinaire qui en détermine les modalités sous réserve des dispositions ci-après.

2. Il est effectué annuellement sur l'excédent net à l'exclusion de la quote-part de l'excédent provenant d'opérations traitées avec des tiers non associés, qui est porté à une réserve indisponible spéciale un prélèvement d'un dixième destiné à la constitution de la réserve légale prévue à l'article R.524-21 du code rural. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire quand cette réserve atteint une somme correspondant au montant du capital social (193).

(Les excédents de l'exercice provenant d'opérations traitées avec des tiers non associés sont portés à une réserve indisponible spéciale, qui lorsqu'elle a été utilisée pour amortir des pertes sociales, doit être reconstituée par prélèvement prioritaire sur les excédents ultérieurs subsistant après l'alimentation de la réserve légale obligatoire)

3. En aucun cas, les réserves, quelles qu'elles soient, ne pourront être partagées entre les associés coopérateurs pendant la durée de la société (198).

4. L'excédent affecté au service de ristournes aux associés coopérateurs ne peut être réparti entre ceux-ci que proportionnellement aux opérations qu'ils ont réalisées avec la coopérative (et suivant les modalités prévues par le paragraphe 4 de l'article 46 ci-dessus).

5. L'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration, peut également décider de différer le paiement des intérêts et des ristournes, dont le montant, inscrit au compte de chaque associé coopérateur demeure à la disposition de la coopérative, en vue de faciliter sa trésorerie. Jusqu'à la date obligatoirement fixée par la décision de l'assemblée.

Elle peut en outre constituer notamment une "provision" destinée à parfaire les sommes nécessaires au service de l'intérêt aux parts en cas d'insuffisance du résultat de

l'exercice.

Article 48.

Exercice déficitaire.

1. Les déficits éventuels d'une ou plusieurs subdivisions du compte de résultat peuvent être prélevés, par simple décision du conseil d'administration, sur les provisions spécialement constituées à cet effet.

2. Les déficits non couverts en application du paragraphe 1 ci-dessus peuvent être prélevés, par décision de l'assemblée générale, sur les provisions et excédents éventuels afférents aux autres subdivisions du compte de résultat.

3. En cas de déficit de l'exercice non couvert en application des dispositions précédentes, le déficit constaté au cours de l'exercice est, par décision de l'assemblée générale, soit affecté en report à nouveau, soit imputé sur les "provisions" sur les réserves facultatives s'il en a été constitué, sur la réserve indisponible spéciale correspondant aux excédents des opérations traitées avec des tiers non associés qui aura par la suite à être reconstituée dans les conditions indiquées à l'article 47 - paragraphe 2 et, en dernier lieu, après épuisement des autres ressources, sur la réserve légale.

4. Le conseil d'administration devra, dans ce cas, présenter à l'assemblée générale, dans son rapport, toutes propositions jugées nécessaires pour assurer le redressement financier de la coopérative.

Article 49.

Prescription des intérêts.

Tout intérêt non réclamé dans les cinq ans de son exigibilité est prescrit au profit de l'Etat, sous réserve que ledit intérêt n'ait pas fait l'objet d'une remise en compte courant entraînant novation (200).

TITRE VIII.

DISPOSITIONS DIVERSES (201)

Article 50.

Solidarité des associés coopérateurs en cas d'avances.

"Si la société reçoit une avance de la caisse nationale de crédit agricole, les associés coopérateurs sont eux-mêmes, indépendamment des autres garanties prévues par la législation et la réglementation du crédit agricole mutuel, tenus solidairement pour le remboursement de ladite avance vis-à-vis de la caisse nationale de crédit agricole, et dans les mêmes conditions, vis-à-vis de toute caisse de crédit agricole mutuel qui aurait elle-même remboursé ladite avance à la caisse nationale (202)."

Article 51.

Privilège de l'Etat sur les parts sociales en cas d'avances.

L'Etat jouit d'un privilège sur les parts composant le capital social de la coopérative pour toutes les sommes dues à raison des avances ou prêts consentis à l'aide de fonds publics (202 bis).

Article 52.

Sanctions en cas de non-observation des conditions d'attribution des avances.

1. Si la coopérative n'observe pas les conditions d'attribution

de l'avance consentie par la caisse nationale de crédit agricole, le remboursement de cette avance devient immédiatement exigible ;

en outre, la coopérative est tenue de verser à la caisse nationale de crédit agricole la différence entre l'intérêt réduit auquel l'avance a été consentie et l'intérêt fixé par l'article 726 du code rural, cette différence calculée de la date de l'encaissement de l'avance à celle de son remboursement.

2. Les dispositions du paragraphe précédent sont applicables notamment au cas où la coopérative vient à céder ses installations à un industriel, à un commerçant ou à une société d'actionnaires si elle n'a pas obtenu l'autorisation de la caisse nationale de crédit agricole.

3. En outre, si la coopérative bénéficie pour ses installations d'une subvention de l'Etat ou du Territoire, elle doit constituer chaque année, en plus de la réserve indisponible correspondant aux subventions reçues de l'Etat ou du Territoire visée à l'article 46, paragraphe 2, ci-dessus, une provision complémentaire pour faire face aux dépenses exceptionnelles de réparation sur les biens subventionnés (203).

4. En cas de cession par la coopérative de l'installation subventionnée à un autre organisme coopératif, l'obligation prévue au paragraphe 3 ci-dessus doit être insérée dans le contrat de vente.

Article 53.

Contrôle du ministre de l'agriculture ou de l'Exécutif du Territoire et de l'Inspection des finances.

1. La coopérative est soumise au contrôle de l'autorité qui a pouvoir d'agrément, qui communique ses observations éventuelles au président de la société et qui peut donner directement avis desdites observations aux commissaires aux comptes, lesquels seront alors tenus d'en rendre compte à la plus prochaine assemblée générale (204).

2. Si elle reçoit des avances de la caisse nationale de crédit agricole, elle se soumet également au contrôle de cet établissement public ; il en est de même si elle reçoit des prêts de la CCAMNC ou de la BCI ; elle se soumet au contrôle de l'organisme prêteur (205).

3. Elle est tenue par ailleurs de produire sa comptabilité et les justifications nécessaires tendant à prouver qu'elle fonctionne conformément aux dispositions législatives et réglementaires visées à l'article 1er des présents statuts à toute réquisition des inspecteurs des finances et des agents de l'administration des finances ayant au moins le grade de contrôleur, receveur-contrôleur ou inspecteur (206).

Article 54.

Conséquences du contrôle de l'autorité qui a pouvoir d'agrément

1. Si le contrôle institué par l'article précédent fait apparaître soit l'incapacité des administrateurs, soit la violation des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires, soit encore la méconnaissance des intérêts du groupement, une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par l'autorité qui a pouvoir d'agrément.

2. Dans le cas où les mesures décidées par l'assemblée apparaîtraient comme inopérantes, le ministre de l'agriculture peut prononcer, après avis du conseil supérieur de la coopération agricole, la dissolution du conseil d'administration et nommer une commission administrative provisoire (208).

3. Si, dans un délai d'un an suivant la désignation du nouveau conseil, le fonctionnement normal de la coopérative n'a pas

été rétabli, une décision de retrait d'agrément peut être prise à son égard par le ministre de l'agriculture et de la forêt après avis du conseil supérieur de la coopération agricole (209).

TITRE IX

DISSOLUTION, LIQUIDATION, DEVOLUTION

Article 55.

Cas de dissolution de la coopérative (210).

1. En cas de perte des trois quarts du capital social augmenté des réserves, l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur la dissolution de la coopérative (211). Sa résolution doit être publiée dans les trente jours dans un journal d'annonces légales de Nouvelle Calédonie et si nécessaire du département ou de l'arrondissement où la coopérative a son siège.

2. A défaut de décision de l'assemblée, tout membre peut demander la dissolution judiciaire de la coopérative.

3. Dans le cas de retrait de l'agrément, l'assemblée générale extraordinaire doit être convoquée par le conseil d'administration dans le mois suivant la notification du retrait d'agrément en vue de prononcer la dissolution de la société ou sa transformation dans la limite des dispositions de l'article 25 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération (212).

Article 56.

Liquidation de la coopérative.

1. En cas de dissolution anticipée, de même qu'à l'expiration de la durée contractuelle de la coopérative, l'assemblée générale règle le mode de liquidation ; elle nomme un ou plusieurs liquidateurs ou confie la liquidation aux administrateurs en exercice. Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale se continuent comme pendant l'existence de la coopérative (213).

2. Toutes les valeurs de la coopérative sont réalisées par les liquidateurs qui disposent, à cet effet, des pouvoirs les plus étendus (214).

Article 57.

Dévolution de l'excédent (216).

En cas de dissolution de la coopérative si la liquidation fait apparaître un excédent de l'actif net sur le capital social, cet excédent est dévolu à d'autres coopératives ou à des œuvres d'intérêt général agricole.

La fraction de l'actif net représentative des réserves indisponibles est attribuée soit à des établissements ou œuvres d'intérêt général agricole avec l'assentiment de l'autorité qui a pouvoir d'agrément ou avec l'assentiment des collectivités publiques ou des établissements publics donateurs lorsque cette fraction a résulté de leurs libéralités, soit à d'autres coopératives ou unions.

La différence entre l'excédent d'actif net et la fraction représentative des réserves indisponibles visée à l'alinéa ci-dessus peut être répartie entre les associés, avec l'assentiment des collectivités publiques ou des établissements publics donateurs lorsque cette fraction a résulté de leurs libéralités, soit à d'autres coopératives ou unions.

La différence entre l'excédent d'actif net et la fraction représentative des réserves indisponibles visée à l'alinéa ci-dessus peut être répartie entre les associés avec l'assentiment de l'autorité qui a pouvoir d'agrément, au prorata de leurs

parts du capital social.

Article 58.

Responsabilité financière des associés.

1. Si la liquidation fait apparaître des pertes excédant le montant du capital social lui-même, ces pertes sont, tant à l'égard des créanciers qu'à l'égard des associés eux-mêmes, divisées entre les associés proportionnellement au nombre des parts du capital social appartenant à chacun d'eux ou qu'ils auraient dû souscrire en application de l'article 12 ci-dessus (217).

2. Sous réserve des dispositions des articles 656 et 732 du code rural, la responsabilité encourue par les associés coopérateurs en application du paragraphe 1 ci-dessus est limitée à deux fois le montant des parts du capital social qu'ils ont souscrites ou qu'ils auraient dû souscrire, y compris le montant desdites parts (218).

En ce qui concerne les associés non coopérateurs, leur responsabilité est limitée au montant des parts du capital social qu'ils ont souscrites en application de la convention d'adhésion.

TITRE X. DISPOSITIONS GENERALES

Article 59.

Règlement des contestations.

1. Toutes contestations qui s'élevant à raison des affaires sociales sont soumises à l'examen du conseil d'administration qui s'efforce de les régler à l'amiable.

2. En cas de litiges pendant la durée de la coopérative ou au cours de la liquidation, le différend est jugé par les tribunaux compétents en vertu des dispositions du nouveau code de procédure civile (220).

3. La coopérative peut, au moment où elle contracte, convenir de soumettre à des arbitres les contestations qui viendraient à se produire en raison de ses opérations.

Article 60.

Connaissance des statuts

Toute personne peut exiger qu'il lui soit donné au siège de la coopérative connaissance des statuts ou qu'il lui en soit délivré à ses frais une copie certifiée.

Article 61.

Etablissements des règlements intérieurs.

Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il est établi un ou plusieurs règlements intérieurs par les soins du conseil d'administration.

Article 62.

Respects des dispositions statutaires et réglementaires.

L'adhésion à la coopérative comporte engagement de se conformer aux présents statuts ainsi qu'à son ou ses règlements intérieurs.

Article 63.

Respect des dispositions statutaires et réglementaires.

L'adhésion à la coopérative comporte engagement de se conformer aux présents statuts ainsi qu'à son ou ses règlements intérieurs.